

SCIENCE

Les armes du XXI^e siècle
seront biologiques

Page B 6



IDÉES

Une téléserie tentera
de faire revivre Harmonium

Page B 5



LE DEVOIR

C A H I E R
B

PERSPECTIVES

Conférence sur la santé

À prendre
ou à laisser

Chrétien était prêt
à quitter la rencontre
plutôt que de consentir
plus d'argent

HÉLÈNE BUZZETTI
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Le discours de Jean Chrétien était prêt. Le premier ministre l'aurait lu à la presse pour annoncer l'échec des discussions avec ses homologues provinciaux, le cas échéant. La conférence sur la santé a échoué, aurait-il annoncé.

Ca ne s'est pas produit, mais Jean Chrétien était prêt à aller jusque-là: encaisser l'échec de la rencontre fédérale-provinciale sur un réinvestissement en santé plutôt que de consentir plus d'argent aux provinces que ce qu'il avait déjà offert.

C'est du moins ce qu'il a voulu faire comprendre à ses homologues (ou leur faire croire, si cela relevait d'une simple tactique) en faisant parvenir une copie de ce discours au premier ministre ontarien Ernie Eves en soirée mercredi. Constatant que la rencontre piétinait, M. Chrétien avait demandé à son équipe de commencer à rédiger une telle déclaration.

«Le discours disait: pour ceux qui veulent s'entendre, l'argent est mis de côté; pour en profiter, qu'ils viennent s'entendre avec nous», raconte une source qui veut garder l'anonymat. Jean Chrétien a montré à [Ernie] Eves le discours préparé en cas d'échec pour montrer qu'il n'y aurait pas plus d'argent si on restait plus longtemps à discuter.

C'est l'élément qui a convaincu les provinces d'accepter la proposition d'Ottawa, ajoute cette source. Vers la fin de la journée, les premiers ministres provinciaux avaient demandé 30 minutes à M. Chrétien pour analyser sa proposition.

«Je vous
donne
cinq
minutes.
Est-ce oui
ou non?»
— Chrétien

Une heure plus tard, ceux-ci n'avaient toujours pas donné signe de vie. Jean Chrétien aurait alors envoyé une note manuscrite à Pat Binns (de l'Île-du-Prince-Édouard), leur représentant.

«Pat, I gave you 30 minutes. That was an hour ago. I give you 5 minutes. Is it yes or no? Chrétien» (Pat, je vous ai accordé 30 minutes. C'était il y a une heure.

Je vous donne cinq minutes. Est-ce oui ou non? Chrétien). C'est après cela que M. Chrétien aurait envoyé son discours d'échec. Quelques instants plus tard, tous se présentaient devant la presse pour annoncer qu'il y avait eu un «arrangement».

Le monarque

C'est cette approche que l'entourage du premier ministre Bernard Landry, de même que ceux des premiers ministres de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick, a qualifiée de «take it or leave it» (à prendre ou à laisser). M. Landry lui-même a comparé Jean Chrétien à un «monarque non élu» jeudi, alors que son homologue albertain, Ralph Klein, a parlé du «dark side» (le côté sombre) de M. Chrétien.

La conférence des premiers ministres provinciaux et fédéral sur la santé, mardi soir et mercredi, n'aura donc pas été facile, loin s'en faut. Jean Chrétien n'a pratiquement pas modifié son offre de toute la journée, mercredi. En début de matinée, il a dévoilé sa proposition prévoyant un réinvestissement de 10 milliards d'argent neuf s'ajoutant à ce qui avait déjà été annoncé dans l'entente de septembre 2000. C'est à la suite d'une proposition d'Ernie Eves, de l'Ontario, que M. Chrétien a consenti, sur l'heure du lunch, à ce qu'une somme additionnelle de deux milliards soit versée l'année prochaine, advenant des surplus fédéraux plus considérables.

Cette ouverture aurait amené les provinces à croire qu'à force de discussions, elles pourraient obtenir plus durant la journée, rapporte le *Toronto Star*. Mais Jean Chrétien n'a jamais offert un sou de plus par la suite. Après avoir consenti les deux milliards additionnels, M. Chrétien aurait d'ailleurs dit à ses homologues provinciaux, rapporte ce même quotidien, que s'ils voulaient davantage d'argent, ils n'auraient qu'à demander au «nouveau» premier ministre, une référence à Paul Martin, son successeur pressenti. Un premier ministre provincial aurait alors demandé à la blague s'il fallait comprendre par là que M. Chrétien ne croyait pas aux chances de Sheila Copps de remporter la course à la direction du Parti libéral. M. Chrétien aurait répondu: «Elle sait comment dépenser de l'argent.»

À deux occasions les premiers ministres provinciaux auraient songé à quitter la table de négociation. La deuxième tentative aurait été pilotée par Gordon Campbell (Colombie-Britannique), Lorne Calvert (Saskatchewan), Gary Doer (Manitoba) et Roger Grimes (Terre-Neuve), précise le *Toronto Star*. Leurs options variaient: ou bien conclure une entente pour une seule année et rediscuter dans un an avec le successeur de Jean Chrétien, ou bien demander à se rencontrer de nouveau dans quatre semaines.

Selon nos sources, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord, aurait insisté auprès de ses homologues pour que ceux-ci ne partent pas. «M. Lord a dit qu'il fallait rester, qu'il fallait ramener les troupes pour réussir un front commun», indique cette source.



Les sommes obtenues cette semaine par les premiers ministres ne représentent que la moitié du montant que Roy Romanow avait jugé nécessaire pour sauver le système de santé.

Entente fédérale-provinciale sur la santé

La liste de François Legault

Le ministre devra effectuer des choix difficiles

ISABELLE PARÉ
LE DEVOIR

Revenu d'Ottawa cette semaine avec plus de 800 millions de dollars en poche, le gouvernement du Québec doit maintenant composer avec une interminable liste d'épicerie. Ce butin, moins généreux que ce qui était espéré, ouvre aujourd'hui la porte à une formidable partie de bras de fer au ministère de la Santé où, au cours des prochaines semaines, tous les groupes d'intérêts tenteront d'arracher une part de cette somme.

Concrètement, Québec héritera de 940 millions par année d'ici trois ans pour insuffler un peu d'air à son système de santé asphyxié. De ce magot, 120 millions sont déjà dédiés au rajeunissement des équipements médicaux. Restent donc 820 millions pour les services directs à la population. En ces temps de disette, ce n'est pas rien, comme l'ont dit plusieurs observateurs cette semaine.

Avec un système de santé et de services sociaux qui a englouti 17,5 milliards l'an passé, soit 35 % du budget de la province, cette enveloppe de 820 millions constitue en fait une injection inespérée de 4,7 %.

Moitié-moitié

Mais on le sait, cet afflux de sang neuf ne correspond pourtant qu'à la moitié des besoins financiers jugés nécessaires par le ministre de la Santé, François Legault, pour donner les services de santé auxquels les Québécois sont en droit de s'attendre. Cela ne représente aussi que la moitié de ce que Roy Romanow, l'architecte de la réforme du système de santé canadien mandaté par Jean Chrétien lui-même, avait jugé nécessaire pour sauver ce système d'une mort lente.

Dans son plan «Faire les bons choix» présenté en novembre 2002, le ministre estimait en effet à 1,8 milliard par année les sommes additionnelles nécessaires pour «mettre à niveau» le système de santé québécois. En termes clairs, cela veut dire: répondre à la demande actuelle, sans ajouts de nouveaux services et sans compter les augmentations salariales des employés du réseau de la santé.

Avec 50 % de Romanow en poche, le ministre de la Santé, François Legault, est donc confronté à des choix difficiles. Car à défaut de pouvoir réaliser totalement son plan «Faire les bons choix», il devra élaguer, choisir des priorités et en laisser d'autres en plan. À quelques semaines du début de la course électorale, les

pressions ne manqueront pas de s'accroître et il sera de plus en plus délicat de faire des mécontents. Les lobbyistes vont se bousculer à la porte du ministère.

Une liste d'épicerie

Au Québec, les attentes sont déjà nombreuses. Avec un plan ministériel résolument orienté vers l'accès à des services médicaux et infirmiers 24 heures sur 24, en CLSC et en cliniques privées, tous les signes indiquent que le gros des 800 millions reviendra aux services de santé dans la communauté, souvent appelés soins de première ligne. Mais ce ne sera pas suffisant.

Le seul plan Legault évalue à 842 millions les investissements nécessaires à faire dans les soins de première ligne, dont 456 millions rien que pour rehausser les soins à domicile et en CHSLD aux personnes âgées. On parle d'une injection nécessaire de 152 millions pour augmenter le nombre d'heures de service dans ces centres d'hébergement et de 192 millions pour revampir les services médicaux et infirmiers en CLSC. Pour lancer 300 groupes de médecine de famille, la facture s'élève à 160 millions par année.

Les CLSC eux-mêmes évaluent à 300 millions les sommes nécessaires pour renforcer leurs programmes de services à domicile et rejoindre la moyenne canadienne. Avec seulement 65 \$ dépensés par habitant en soins à domicile, le Québec a des pas de géant à faire. Les provinces en dépensent en moyenne 83 \$ par habitant et l'Ontario, 92 \$.

Les nombreuses lacunes observées dans les services de première ligne sont aujourd'hui considérées comme la principale épine au pied des hôpitaux. À défaut de médecins et de soins à domicile adéquats, les patients vont encore engorger les urgences et les personnes âgées, occuper des lits dans les hôpitaux.

Tous les rapports, qu'il s'agisse du rapport Romanow, du rapport Clair ou du plan Legault, pointent dans la même direction et redisent l'urgence d'investir dans les soins de première ligne pour sauver un système de santé où les hôpitaux ne suffisent plus à la tâche. Au point où les hôpitaux eux-mêmes commencent à craindre d'être complètement oubliés dans le grand partage de la manne fédérale.

À qui la manne?

Or, même cette manne suffirait à peine à combler leurs besoins. Selon les estimés faits par le ministère de la Santé, il faudrait augmenter de 5,2 % par année les dépenses du réseau de la santé pour tenir compte de la hausse du coût de la vie et des salaires, de l'effet du vieillissement de la population, de la hausse du coût des médicaments et de l'arrivée de nouvelles technologies.

Avec un budget actuel de sept milliards par année, les hôpitaux ont donc besoin de 360 millions de plus par année uniquement pour couvrir l'augmentation des coûts du système. Sinon, ces derniers s'estiment condamnés à réduire les soins aux patients... ou à faire des déficits. Pour l'année en cours, le déficit des hôpitaux du Québec se dirige déjà vers les 400 millions, et l'on parle d'un déficit accumulé qui atteindra 640 millions pour les trois dernières années.

Les médecins spécialistes attendaient François Legault au détour. La conclusion de

l'entente avec Ottawa semble toutefois avoir eu un impact immédiat. Les spécialistes ont, en effet, annoncé hier, en fin d'après-midi, qu'ils en étaient venus à un accord avec le gouvernement.

Au moment d'aller sous presse hier, on ignorait encore les détails de cet accord.

Mais rappelons qu'à elles seules, les demandes de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ), qui s'élevaient entre 500 et 800 millions selon les estimés, étaient l'équivalent du magot attendu d'Ottawa pour 2003-04. Pour cette année, les spécialistes espéraient obtenir au moins le tiers de cette somme, et un engagement à poursuivre l'effort de rattrapage par rapport au salaire de leurs collègues canadiens.

Mais pour plusieurs, ce n'aurait pas été assez. Dans les coulisses, plusieurs spécialistes s'inquiétaient cette semaine du risque que les soins spécialisés soient totalement relégués aux oubliettes au profit des CLSC et de la médecine de famille. Pour réduire les listes d'attente, il faudrait injecter 235 millions de plus dans les hôpitaux dès cette année, selon les calculs du ministère.

Alors que les patients s'accumulent dans les urgences et sur les listes d'attente, plusieurs craignent que les hôpitaux ne récoltent que des miettes. Certains spécialistes, notamment les radiologistes, exercent depuis des mois un lobby constant pour s'assurer que des sommes imposantes soient investies dans le remplacement et le rajeunissement des équipements d'imagerie, ou le Québec et le Canada accusent un retard important. «J'ai l'impression qu'on est sur le point de créer un nouveau déséquilibre, en faveur de la première ligne», s'inquiétait un de ces spécialistes cette semaine.

L'heure des choix?

Faire des choix, voilà ce qui attend François Legault. Des choix qui ne seront pas faciles, alors que la campagne électorale poussera tous les partis à multiplier promesses et investissements, et à se faire des alliés.

Ce n'est pas un hasard si les provinces ont trimé dur pour obtenir l'absence totale de conditions rattachées à ses milliards, quitte à obtenir moins. *No strings attached*. Le principe devenait capital alors que, sur 10 provinces canadiennes, sept gouvernements, dont celui du Québec, achevent leur mandat et se dirigent allègrement vers une campagne électorale. Aucune de ces provinces ne pouvait se permettre de tourner les talons et de quitter Ottawa sans un accord en poche. Cet argent frais, qui servira à donner des soins aux patients, tombe à point nommé et sera fort utile pour promouvoir leur campagne.

Dans ce contexte, certains vont même jusqu'à craindre que cette fièvre électorale ne pousse Québec à dévier de son plan initial pour saupoudrer çà et là les millions récoltés à Ottawa.

«On a déjà raté un rendez-vous important en 1995 avec le virage ambulatoire. À l'heure actuelle, ce serait un péché de ne pas mettre cet argent au bon endroit», a fait valoir cette semaine Andrée Gendron, de la Fédération des CLSC et CHSLD du Québec.

François Legault sera-t-il au rendez-vous?

Lire aussi la chronique
de Michel David en page B 3



François Legault devra élaguer, choisir des priorités et en laisser d'autres en plan.

♦ PERSPECTIVES ♦



Jean Dion

Derrière la porte

Une porte qui claque. Vous avez entendu la porte claquer? A faire frémir. Une navette qui explose ne doit pas faire plus de bruit que ça. Jeudi, George W. Bush a livré une petite allocution dans laquelle il racontait essentiellement qu'il en avait plein son casque de tout, de Saddam H. (en passant, saviez-vous que des experts en décryptage sonore ont déterminé que lors de sa présentation d'acétates de l'autre jour, Colin Powell prononçait systématiquement, en ayant l'air de rien, «Sodome?», et saviez-vous à quel point le principal intéressé s'en contrefout?), des alliés qui branlent dans le manche, des procrasti Nations unies, d'attendre, juste d'attendre.

Puis, sans répondre aux questions des journalistes dont on se demande bien quelles questions ils peuvent avoir à lui poser puisque tout est décidé depuis longtemps, W. s'est viré de bord, il a ouvert la porte qui se trouvait là par un heureux hasard et il est sorti en claquant la porte. A la télé, pendant plusieurs secondes, ils ont montré la porte, juste la porte.

J'ai eu une fugace pensée pour Hitchcock, qui disait quelque chose du genre: ce n'est pas de voir ce qu'il y a derrière la porte qui vous fait peur, c'est d'y songer. Et même de songer que ça vous fait encore plus peur de ne pas voir ce qu'il y a derrière la porte, parce que vous vous mettez alors à imaginer le pire. La porte devient alors elle-même l'image de la trouille, puisqu'elle cache le pire.

Ca doit être pour ça qu'ils nous montraient la porte. Pour qu'on en prenne conscience de l'écho silencieux du claquement. Et pour qu'on entreprenne d'imaginer ce que l'autre zouf faisait derrière. Ça n'a l'air de rien, tout comme Colin Powell, mais la télé aime bien qu'on ait peur sans trop savoir pourquoi, juste à imaginer.

Cela étant, il faut lui reconnaître un petit quelque chose, à Bush: il a l'allégorie allègre. Après le western — il voulait Ouassama «dead or alive» —, voici le sport: «The game is over.» C'est facile à comprendre pour le monde ordinaire. Le hic étant bien entendu que subsiste comme l'étrange impression que la partie ne fait que commencer.

Pour la prochaine allégorie, je prends les paris: une citation choisie d'Arnold Schwarzenegger, une allusion culinaire (genre «je serai le pretzel planté en travers de la gorge de l'axe du mal») ou une phrase historique, comme celle que l'on attribue à Simon de Montfort ou à Arnald Amalric, légat du pape, qui combattirent l'hérésie cathare au XIII^e siècle. Alors qu'en 1209 les croisés s'apprétaient à investir Béziers, l'un des foyers de l'hérésie, on demanda à Montfort ou à Amalric comment, dans la ville, on allait faire pour distinguer les catholiques des cathares, et il fut répondu: «Tuez-les tous, Dieu reconnaîtra les siens.»

Pas question de faire des rapprochements vaseux par-delà les siècles, mais le pape en question s'appelait Innocent III.

Je m'étonne. L'étonnement, peut-être êtes-vous au courant, est l'une de mes trois activités mentales favorites avec la recherche d'une méthode de calcul de l'hallucinatoire raison pour laquelle tant de gens lisent *Mémo* dans le métro (impossible, ce ne peut être l'information) et la découverte de tout ce qu'il est possible de trouver comme coïncidences imbéciles lorsque survient quelque chose.

Prenons un exemple, duquel vous seriez avisé de ne pas rire parce qu'il ne vient pas d'un obscur chat sur Internet où l'on raconte n'importe quoi en faisant une quantité considérable de fautes d'orthographe mais d'un quotidien canadien reconnu dont je tairai le nom pour préserver sa réputation d'innocent — mettons Innocent XIV, le plus petit nombre qui n'ait pas été pris par un Innocent. On sait qu'il n'y avait pas 35 secondes que la navette *Columbia* venait d'exploser que les grands cerveaux de notre temps avaient établi la troublante corrélation de la présence d'un astronaute israélien, de la chute de débris au Texas et en Louisiane, États de provenance respectifs du président des USA et du directeur de la NASA, de la place centrale du village nommé Palestine dans cette chute et de bien d'autres trucs encore.

Or on avait beau chercher, on n'avait rien trouvé de brillant rapport au code alphanumérique reproduit sur la navette elle-même, STS-107, jusqu'à ce que. Étes-vous prêts, confortablement installés au creux de votre causeuse Innocent III (les causeuses du XIII^e siècle étaient, paraît-il, aussi stylisées que confortables)? Jusqu'à ce que, quelques heures plus tard, des élèves perdent la vie dans une avalanche en Colombie-Britannique.

Or ces élèves fréquentaient la Strathcona-Tweed-smuir School; et parmi les membres de l'infortunée expédition, dix ont survécu, et sept sont morts. Faites-moi maintenant le bilan de tout ça avec les initiales et les chiffres, et si vous n'arrivez pas à STS-107, recommencez au crayon à mine. Pas beau, ça? En plus, le quotidien devait noter que les victimes, comme tous les élèves de cette école de Calgary, appartenaient à des familles fortunées, avaient de la graine de gagnant (ce qui est plus aisé lorsqu'on appartient à une famille fortunée) et étaient donc, en quelque sorte, les astronautes de demain.

Hé. Vous êtes étonnés, n'est-ce pas? Ne niez pas, ça vous rattraperait de toute manière au test du polygraphe qui sera obligatoire d'ici peu pour des raisons de sécurité nationale.

Moi, je m'étonne surtout du fait qu'à peu près personne n'ait souligné, dans cette histoire de navette, qu'il est quand même ahurissant que ce genre d'accident ne survienne pas plus souvent. On envoie des mégatonnes de tôle en orbite avec du vrai monde dedans, à des vitesses qu'on peut encore moins imaginer que ce que fait W. derrière la porte, on doit se pincer le bras canadien pour croire que tout ça est vrai, et au lieu de s'émerveiller de ce que ça puisse fonctionner même juste de temps à autre, on s'étonne de ce que ça plante une fois sur mille.

En vérité, je m'étonne de ce qu'avec tout ce qu'on fait à la vie (un jour prochain, je dresserai une liste, ça devrait occuper quelques milliers de chroniques), celle-ci existe encore. Je dois être un incurable naïf. Reste que cette époque, ce monde, cette société sont d'incurables blasés.

jdion@ledevoir.com

Joseph Facal quitte la vie politique

Le franc-tireur

Le départ de Joseph Facal est une perte pour la classe politique, soutiennent les analystes

TOMMY CHOUINARD
DE NOTRE BUREAU DE QUÉBEC

Il ne faut pas sous-estimer l'impact du départ inattendu du président du Conseil du trésor, Joseph Facal, croient certains analystes politiques. Sa décision de quitter la vie politique à la fin du présent mandat pour des raisons familiales constitue non seulement un coup dur pour le Parti québécois, soulignent-ils, mais aussi une perte pour l'ensemble de la classe politique.

Joseph Facal n'a certes pas annoncé sa décision avec fracas ni même claqué la porte comme l'ont fait, au cours des deux dernières années, d'autres ministres péquistes comme Guy Chevrette, Jacques Brassard et Paul Bégin. N'empêche, le résultat est aussi percutant.

Le parti perd un ministre relativement jeune (41 ans), une «vedette montante», «un homme éloquent», «franc», «jovialiste», «le genre de personne bien difficile à remplacer», croit Christian Dufour, politologue à l'ENAP. «C'est une vraie perte pour le PQ, ajoute-t-il. Joseph Facal, ce n'est pas la vieille garde. C'est une personne assez jeune mais qui a de l'expérience en même temps. Et ça, c'est précieux.»

«Le départ de M. Facal peut miner la crédibilité du PQ quand il parle de possibilité de renouveau», ajoute Raymond Hudon, professeur au département de science politique de l'Université Laval. «Il était un des seuls capables de remettre en question certaines positions classiques du parti, sur le modèle québécois, entre autres. Ça prend du courage pour aller à contre-courant.»

La sortie de juin dernier de M. Facal, lorsqu'il avait critiqué le «dogme du sacro-saint modèle québécois» au PQ, a suscité une importante réflexion, estiment les analystes interrogés. Même s'il n'est pas nécessairement d'accord avec les positions de M. Facal, Michel Seymour, professeur au département de philosophie de l'Université de Montréal, estime qu'un tel débat sur le modèle québécois n'aurait pas pu être alimenté à ce point sans l'apport de cet «homme d'une grande envergure intellectuelle».

«Il a aussi dit que le PQ ne s'occupe pas assez de la classe moyenne. C'est vrai, et il a osé dire tout haut ce que le monde pense», ajoute Christian Dufour, pour qui les opinions tranchées de M. Facal manqueraient à l'équilibre des points de vue au Parti québécois. «C'est un homme qui a des convictions, qui met en doute des points de vue associés à sa propre formation. Je pense que c'est sain qu'il y ait des tendances qui tirent de tous les bords, qui peuvent différer du dogme conventionnel associé à la formation», ajoute John Parisella, président de la firme BCP. Pour lui, cette tendance que représente M. Facal manquera au parti, même si M. Facal a dit vouloir demeurer un militant «engagé».

L'héritage

Selon Michel Seymour, l'héritage politique de M. Facal pourrait bien être son plan d'allègement des structures gouvernementales, qu'il rendra public à la fin du mois. «Si le plan est éternisé par le gouverne-



CLÉMENT ALLARD

Le PQ se ressentira à coup sûr du départ de Joseph Facal.

ment, son discours «mieux d'État plutôt que moins d'État» aura de l'influence» et pourrait séduire les électeurs, affirme-t-il. Selon John Parisella, la tendance interventionniste du PQ a toutefois encore moins de chances d'être ébranlée avec le départ de Joseph Facal.

Une fausse perception circule toutefois au sujet de cet homme politique, observent les analystes. Des militants péquistes en sont même venus à réclamer sa tête, jugeant le ministre trop à droite. «Il y a une perception stéréotypée selon laquelle il est vraiment à droite et devrait être candidat pour l'ADQ, alors que c'est un social-démocrate», estime Michel Seymour. «C'est peut-être cette erreur d'interprétation qui justifie les propos de M. Facal voulant que dès qu'on veut toucher au modèle québécois, on est excommunié du parti.»

Rebrancher le parti

D'après Christian Dufour, si le conseil national du Parti québécois du week-end dernier a déterminé la conciliation travail-famille comme un enjeu d'importance, ce n'est pas étranger aux efforts de M. Facal de «rebrancher» le PQ sur la classe moyenne. «Cet élément, c'est totalement dans le champ délimité par M. Facal sur les jeunes couples et la classe moyenne. Il incarne lui-même cet enjeu si on examine les raisons qu'il a invoquées pour quitter la vie politique», affirme-t-il. L'absence d'«interprétations malveillantes» à propos des raisons de son départ, des

motifs familiaux invoqués par combien d'autres avant lui, démontre selon lui à quel point cet homme politique est respecté.

La classe politique perd ainsi beaucoup, notamment un franc-parler, rare en politique, qui a suscité le respect pour M. Facal, croient les analystes politiques. Et à l'heure où les trois partis annoncent de nouvelles candidatures et dévoilent les fruits de leurs campagnes de recrutement respectives, M. Facal vient aussi dévoiler une dure réalité de la chose publique, une réalité que tout le monde connaît déjà mais qui n'a jamais été aussi significative: la conciliation travail-famille est ardue pour de jeunes parents dont l'un est en politique. «C'est un constat important, surtout à une période où la classe politique essaie de se renouveler et d'attirer des gens. Ça démontre comment l'obstacle de la famille empêche des gens de talent de faire de la politique et à quel point ça exige des sacrifices», souligne John Parisella.

Le départ de M. Facal risque de faire mal au PQ aux prochaines élections, observe-t-il. «Le PQ perd un élément qui représente justement la clientèle cible des trois formations au prochain scrutin, des gens de la classe moyenne qui réfléchissent sur le rôle et la place de l'État. C'était un atout important dans l'équipe du parti.»

Selon Christian Dufour, Joseph Facal sera sûrement de retour en force dans quelques années, une possibilité que le ministre a lui-même soulevée en conférence de presse mardi. «Ce n'était peut-être pas le bon moment pour vendre ses idées au PQ. Je crois qu'il est un peu en avance sur son parti», conclut-il.

La justice internationale

Quel sort attend Saddam Hussein?

Des organisations craignent que le dirigeant irakien ne soit jamais jugé pour crimes contre l'humanité

CLAUDE LÈVESQUE
LE DEVOIR

Saddam Hussein pourra-t-il finir ses jours sans vraiment être inquiété par la justice internationale, tout comme le Congolais Joseph Mobutu? Cette idée, qui est défendue par les plus hauts responsables américains, dérange plusieurs organisations pour qui les auteurs de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de crimes de génocide doivent répondre de leurs actes devant des tribunaux.

«En droit international, certains crimes, comme le génocide ou les crimes contre l'humanité, ne peuvent pas être amnistiés», note Reed Brodie, conseiller juridique de Human Rights Watch (HRW), de New York. «Nous ne sommes pas opposés à ce qu'une nation dise: "Nous n'allons pas poursuivre Saddam Hussein", mais nous nous opposons à ce qu'il y ait une amnistie formelle, qui serait par exemple entérinée par le Conseil de sécurité», poursuit M. Brodie dans un entretien téléphonique avec *Le Devoir*.

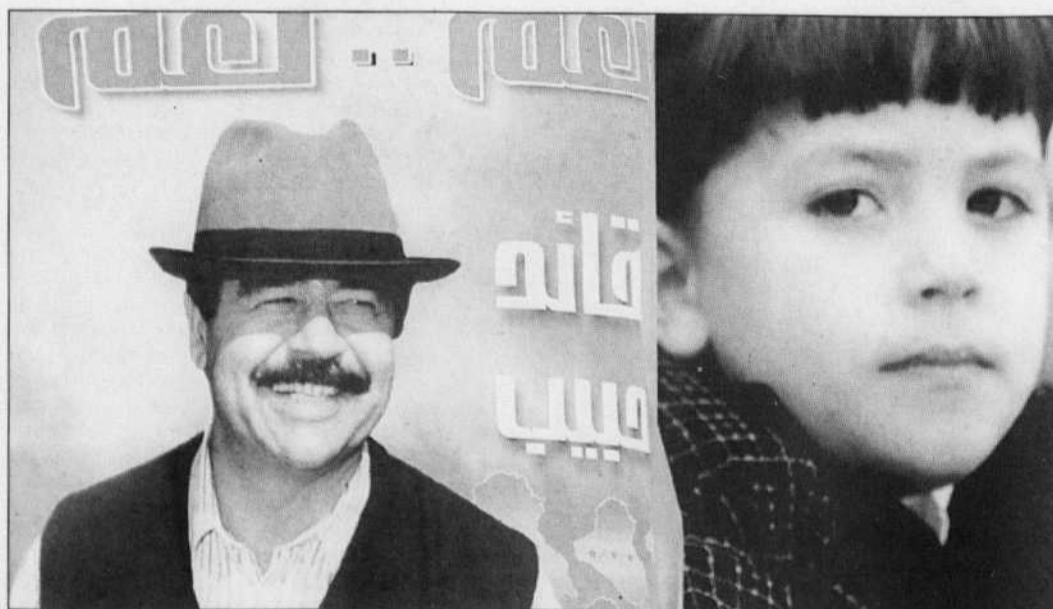
«Ce n'est ni aux États-Unis ni au Royaume-Uni de déterminer qui pourra ou ne pourra pas échapper à la justice pour des crimes contre les droits humains commis en Irak, à de son côté déclaré Irène Khan, secrétaire générale d'Amnistie internationale, la semaine dernière, dans un communiqué. Passer des accords garantissant l'immunité à de hauts responsables irakiens constituerait une trahison du droit du peuple irakien à la justice pour les violations flagrantes de ses droits fondamentaux endurées pendant des années.»

L'organisation a appelé les dirigeants des deux pays «à clarifier leur position concernant l'éventuelle comparution devant un tribunal de responsables irakiens soupçonnés d'atteintes aux droits humains», après la parution de récents rapports indiquant que les États-Unis et le Royaume-Uni envisageaient la possibilité d'accorder l'exil et l'impunité à Hussein et à son entourage.

Depuis plus de dix ans, HRW appelle à des poursuites contre les maîtres de Bagdad pour des crimes commis contre les peuples irakien et kurde. Après la campagne «Anfal» lancée par Bagdad contre les Kurdes en 1988, qu'elle qualifie de «génocide», l'organisation de défense des droits fondamentaux a cherché en vain un pays qui oserait poursuivre l'Irak pour violation de la Convention contre le génocide. «Cette convention comporte un alinéa qui permet à un État partie [à celle-ci] de demander à la Cour internationale de justice de La Haye de déclarer qu'un autre État partie a violé la Convention. Aucun État n'a voulu se prévaloir de cette possibilité», a noté M. Brodie.

HRW propose également un tribunal ad hoc soit constitué pour juger Saddam Hussein et ses complices personnellement. La nouvelle Cour pénale internationale n'a pas juridiction pour les crimes commis avant sa création en juillet dernier.

«En principe, nous appelons clairement la communauté internationale à poursuivre les criminels de guerre ou



REUTERS

Un jeune Irakien brandissait, hier, une affiche du leader Saddam Hussein durant une manifestation.

les perpétrateurs de génocide, de torture et de crimes contre l'humanité. Cela devrait être un principe universel», dit Michael Schmitt, coordonnateur de l'International Campaign Against Impunity, une organisation britannique fondée dans la foulée de l'affaire Pinochet en 1998. «En vertu du droit international, notamment de la Convention de Genève, les États ont l'obligation d'extrader ou de poursuivre les criminels de guerre. Aider Saddam à se soustraire à la justice internationale est clairement contraire au principe de la justice internationale», affirme-t-il.

L'idée d'un départ en exil de Saddam Hussein circule depuis le mois de septembre 2002 au moins. Plusieurs journaux arabes et occidentaux avaient alors fait état de tractations en ce sens.

Ensuite, le 7 janvier, le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, a dit espérer que Saddam Hussein quitterait volontairement le pouvoir et a parlé d'une amnistie. Le lendemain, des rumeurs ont circulé au sujet de tractations en ce sens lors d'une rencontre de diplomates arabes à Manille. Le 29 janvier, le secrétaire d'État américain, Colin Powell, a dit que les États-Unis étaient prêts à participer à la recherche d'un pays d'accueil. Le lendemain, c'est le président Bush lui-même qui a dit souhaiter que le dictateur irakien abandonne ses fonctions.

Ces ballons d'essai paraissent bien étranges alors que la mobilisation militaire dans le golfe Persique est aussi avancée. Ils paraissent d'autant plus incompréhensibles qu'ils sont lancés par ceux-là mêmes qui répètent

ad nauseam que Saddam Hussein a commis des gestes qui en font l'un des pires criminels de tous les temps.

«D'un côté, l'administration Bush prétend se battre pour la justice internationale, mais en même temps, elle fait tout pour saper le régime de justice internationale. Alors, il est difficile de la prendre très sérieusement», remarque Michael Schmitt, pour qui les leaders occidentaux ont tendance à être «sélectifs» en matière de défense des droits.

En 1992, un rapporteur spécial de l'ONU avait accusé Saddam Hussein de «pratiques de génocide» envers les Kurdes.

HRW consacre sur son site Internet plusieurs dizaines de pages à la campagne menée par le régime de Bagdad contre ce peuple qui vit dans le nord de l'Irak ainsi que dans les régions contiguës de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran. À partir du printemps 1987, y lit-on, des milliers de Kurdes ont été tués par des bombardements chimiques et conventionnels. Le 17 mars 1987, entre 3000 et 5000 d'entre eux auraient ainsi perdu la vie dans le seul village d'Halabja. Entre février et septembre 1988, plus de 100 000 Kurdes auraient été enlevés, puis exécutés, dans le cadre d'une opération officiellement baptisée «Anfal».

Mercredi dernier, en réponse à l'intervention du secrétaire d'État américain devant le Conseil de sécurité de l'ONU, un porte-parole irakien avait nié les accusations de génocide, attribuant le gazage des Kurdes d'Irak... aux Iraniens.

• PERSPECTIVES •

La surprise du PQ

Et le cinquième jour...

La semaine de travail réduite est la mesure la plus souhaitée par les parents

La semaine de quatre jours proposée samedi dernier par Bernard Landry a surpris et séduit, le départ annoncé de Joseph Facal le démontre: la conciliation travail-famille est devenue un enjeu important de la vie en société. D'ailleurs, libéraux et adéquistes ont bien davantage critiqué le côté inattendu de la proposition du premier ministre et ses limites que son principe même.

JOSÉE BOILEAU
LE DEVOIR

Bernard Landry a frappé dans le mille en proposant, la fin de semaine dernière, la semaine de travail de quatre jours aux parents d'enfants de moins de 12 ans — ou à ceux qui ont à s'occuper de parents âgés ou handicapés. C'est la mesure la plus souhaitée, et de loin, par les parents pour marier travail et famille.

«Il y a une nette préférence pour le quatre jours plutôt que d'avoir davantage de congés ou de faire coïncider ces congés avec les congés scolaires», note Diane-Gabrielle Tremblay, professeure et directrice de la recherche à la Télé-Université.

Mme Tremblay est une spécialiste du temps de travail qui s'intéresse particulièrement à la conciliation travail-famille. Elle a ainsi mené, entre 1999 et 2002, une étude auprès de plus de 150 entreprises syndiquées, plus de 250 représentants syndicaux et des centaines de parents.

«Beaucoup d'entreprises roulent de toute façon sept jours sur sept ou ont des employés qui ont des horaires à temps partiel»

Les entreprises devaient indiquer ce qu'elles offrent comme formules de conciliation travail-famille: dans 60 % des cas, on trouve des congés pour raisons personnelles, mais moins d'une entreprise sur cinq offre un horaire flexible ou la réduction volontaire du temps de travail.

De leur côté, 500 parents étaient aussi appelés à indiquer leurs préférences: aimeraient-ils avoir un service de garderie au travail? Pas vraiment. Travailler à temps partiel ou à domicile ou faire du travail partagé? Un peu plus. Voudraient-ils plus de congés, un horaire flexible? Oui, oui, oui, ont dit plus de la moitié des 500 parents consultés.

Histoire d'aller plus loin, Diane-Gabrielle Tremblay a donc raffiné ses questions auprès de 750 personnes qui ont soit des enfants, soit des personnes à charge. Le résultat a été probant: les trois quarts des femmes et presque autant d'hommes souhaitent travailler moins.

Pour près de la moitié des répondants, ce «moins» signifie même «beaucoup moins». Même avec une baisse de salaire? Oui, a dit la majorité (66 % des femmes, 54 % des hommes). En fait, les répondants se répartissent également entre trois scénarios: le tiers d'entre eux accepteraient une baisse de salaire proportionnelle au nombre d'heures diminuées, un autre tiers, une baisse de salaire moins importante que dans le premier cas, alors qu'un dernier tiers refuserait toute baisse de revenu.

Les formules

Mais il y a différentes façons de réduire le temps de travail. Huit formules ont donc été proposées aux parents, qui devaient les classer par ordre de priorité. La semaine de travail de quatre jours se démarque sans équivoque: 65 % des femmes sondées et 64 % des hommes la favorisent, loin devant des journées de travail plus courtes (9 % d'appuis, tant chez les femmes que chez les hommes), des vacances annuelles plus longues (7 % d'appuis) ou des journées supplémentaires de congé (à 6 %), les autres formules récoltant des scores encore plus bas.

La grande variable de ces données, c'est la présence ou non d'un conjoint, notamment

parce que cela influence le revenu familial, souligne Diane-Gabrielle Tremblay. Ainsi, 65 % des femmes seules avec enfants aimeraient travailler moins, contre 80 % de celles qui sont en couple. Elles sont aussi un peu moins favorables à la semaine de quatre jours (même si elles l'appuient à 60 %) et un peu plus aux journées de travail plus courtes (14 % les favorisent).

Outre ces enquêtes statistiques, Mme Tremblay a rencontré une trentaine de groupes composés de six ou sept parents. La semaine de quatre jours s'est de nouveau démarquée, surtout si celle-ci est le résultat d'une décision collective plutôt que d'une demande individuelle.

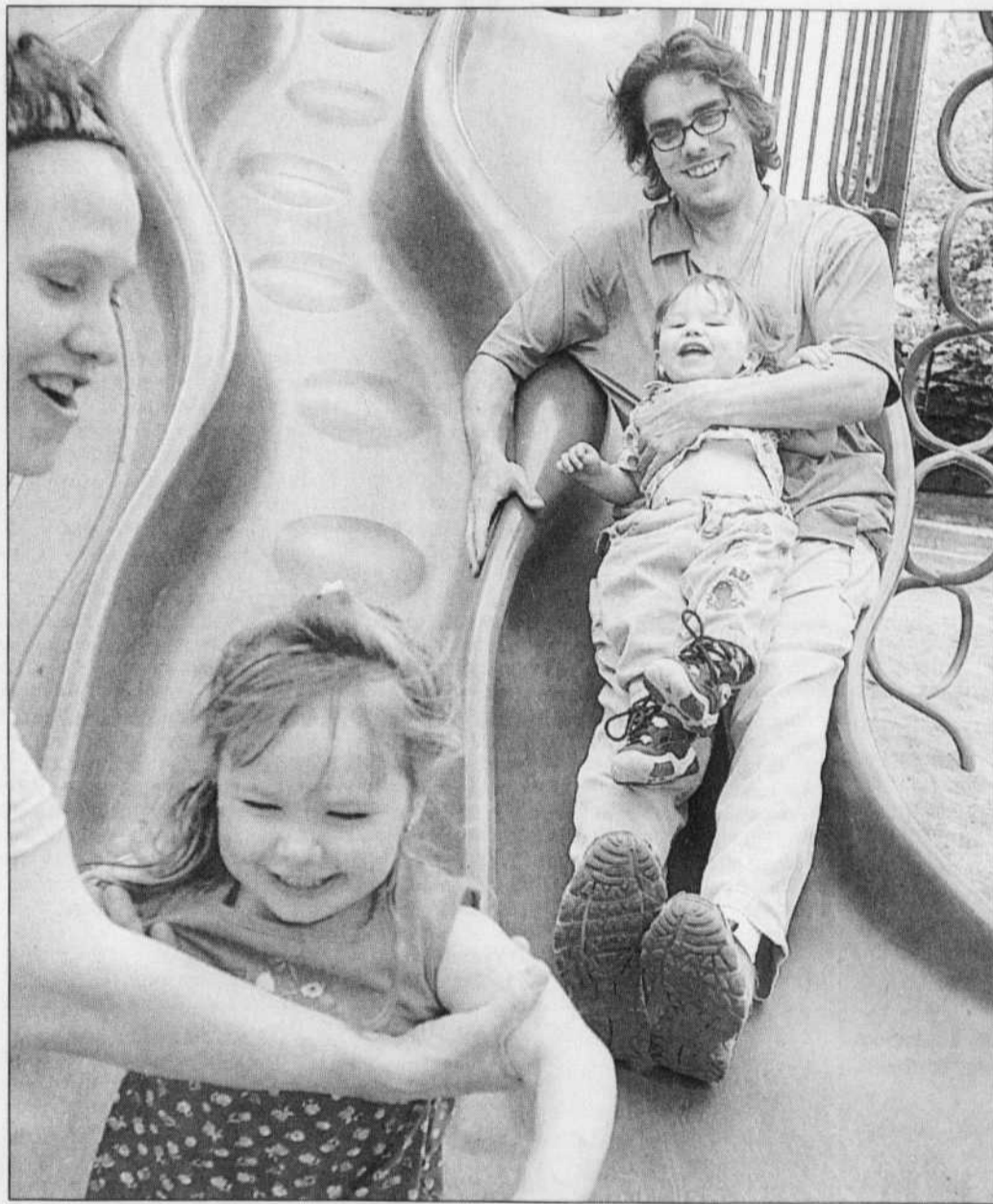
«On le voit beaucoup chez les professionnelles, dont la situation est apparentée à celle des hommes: il y a un stigmatisme attaché à la personne qui fait quatre jours, et c'est risqué de le demander individuellement. Dans des milieux hyperconcurrentiels comme celui des biotechnologies ou des technologies de l'information, ou bien pour les avocates dans de grands bureaux ou les

ingénieurs dans les grandes entreprises, il ne faut pas se distinguer. Et les enfants sont vus comme une charge monumentale.»

L'appui massif à la semaine de quatre jours — même avec une baisse de revenu, même chez les mères seules — fait en sorte qu'il est impossible pour Diane-Gabrielle Tremblay de conclure qu'il s'agit d'une mesure élitiste réservée aux gens qui en ont les moyens ou ne correspondant pas aux besoins des familles. «Le quatre jours ne touche pas les travailleurs autonomes, reconnaît-elle, mais dans ce cas, on parle de 16 % de la main-d'œuvre, composée pour la moitié de gens bien rémunérés comme des avocats ou des dentistes. Par contre, il y a encore beaucoup de gens qui travaillent cinq jours.»

Mieux encore, poursuit-elle, «c'est applicable pratiquement dans tous les milieux de travail. Beaucoup d'entreprises roulent de toute façon sept jours sur sept ou ont des employés qui ont des horaires à temps partiel; eux pourraient en faire un peu plus, et les autres, un peu moins.»

Les associations patronales ne semblent pas de cet avis. Face à quoi Mme Tremblay sort de nouveau ses données et constate: «Les organisations ont déjà toutes sortes d'horaires, adaptés à leurs besoins. Ce qui n'existe pas, c'est un horaire variable à la demande des salariés.» Or, si l'horaire s'adapte dans un sens, pourquoi ne le pourrait-il pas dans l'autre?, conclut-elle.



Les trois quarts des femmes et presque autant d'hommes souhaitent travailler moins.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

PLQ: l'argent

Au Parti libéral du Québec, on n'est pas contre la semaine de quatre jours. «Mais de là à la rendre possible à toutes les familles: c'est quand même d'une baisse de salaire de 20 % qu'il s'agit! Et si des gens la veulent, on n'a pas besoin d'un amendement à la Loi sur les normes du travail: ça se négocie de gré à gré», dit le député libéral Russell Copeman, en donnant l'exemple de son épouse.

La famille fait partie depuis déjà un moment des grands enjeux que les libéraux veulent aborder en campagne électorale. L'an dernier, ils y ont consacré tout un forum et le sujet a trouvé place dans le «Plan d'action du prochain gouvernement libéral», dévoilé en septembre par Jean Charest et qui fait état des priorités du parti.

«Ce qu'il faut d'abord, c'est redonner de l'oxygène aux familles en réduisant leur fardeau fiscal», résume M. Copeman, porte-parole de l'opposition officielle en matière de famille et d'enfance. Les moyens ne manquent pas: baisses d'impôts, hausse des crédits d'impôt pour personnes à charge, augmentations des allocations familiales, révision des programmes de soutien aux travailleurs à faibles revenus...

Dans la même veine, va pour les services de garde à 5 \$, mais développés par le secteur privé. M. Copeman relève d'ailleurs, sourire en coin, que «M. Landry propose la semaine de quatre jours aux parents mais [qu']on exige que leurs enfants soient en service de garde cinq jours pour avoir droit au tarif de 5 \$. Il y a là de l'incohérence».

Enfin, il faut mieux encadrer les familles en offrant des services d'aide aux devoirs. «À la fin de la journée, quand papa et maman reviennent du travail et les enfants de l'école, leur temps est très précieux et nous voulons en tenir compte», explique M. Copeman.

En fait, la prudence est de mise: ajouter une troisième semaine de vacances pour tous, tel que proposé par Bernard Landry, c'est bien joli. «Mais l'électorat québécois n'est pas dupe: il sait qu'il y a un coût à ces choses-là», conclut le député.

J. B.

PQ: le temps

En proposant aux familles la semaine de quatre jours, payée en conséquence, et une troisième semaine de vacances annuelles pour tous, le premier ministre Bernard Landry ne fait que poursuivre sur une voie déjà empruntée lors de la révision cet automne de la Loi sur les normes du travail (LNT). Ce qu'il faut, c'est donner du temps aux familles.

La conciliation travail-famille était l'un des quatre principes qui ont présidé à la révision de la loi. La nouvelle version de la LNT (adoptée en décembre et qui entrera en vigueur le 1^{er} mai) l'articule de la façon suivante: faire passer de cinq à dix le nombre de jours où un salarié peut s'absenter en raison d'obligations familiales et créer un congé de 12 semaines pour s'occuper d'un parent gravement malade — qui peut se prolonger jusqu'à deux ans dans le cas d'un enfant atteint d'une maladie mortelle.

Mais comme pour la semaine de quatre jours, tous ces nouveaux congés sont à la charge financière de l'employé. Ses avantages sociaux sont

maintenus, son retour au travail protégé, mais l'employeur n'a pas à les payer.

En cette semaine d'effervescence autour de la santé, personne n'était disponible au gouvernement pour discuter de conciliation travail-famille et la ministre responsable du dossier, Linda Goupil, ne rentre qu'en fin de semaine d'un séjour à l'étranger.

Son porte-parole, Jacques Nadeau, indique toutefois que la demande des parents est claire: «Dans toutes nos rencontres, les gens nous disent la même chose: on veut du temps!» La semaine de quatre jours annoncée par M. Landry ne sort pas d'un chapeau, ajoute-t-il. «Surtout que, contrairement à ce qu'avancent les critiques libérales, ça existe déjà en éducation et en santé.» Oui, des adaptations seront nécessaires. «Mais ça pourra faire progresser des gens à temps partiel, entraîner des changements de statut pour certains travailleurs. Comme dit la ministre: la somme des inconvénients n'égalera jamais la somme des bénéfices.»

J. B.

ADQ: la souplesse

L'Action démocratique du Québec présentera à la fin du mois ses propositions en matière de conciliation travail-famille. Mais Diane Bellemare, économiste et toute nouvelle porte-parole de l'ADQ en matière d'emploi, de main-d'œuvre et de formation, résume les mesures universelles comme la semaine de quatre jours annoncée par Bernard Landry.

«Notre objectif, c'est la prise en compte des besoins variés des familles, dit-elle. Le marché du travail n'est plus ce qu'il était il y a 20 ans: il y a 60 % d'emplois standards. Le reste, ce sont des emplois à temps partiel, temporaires, à durée déterminée, à la pige... Pour réduire la semaine de travail à quatre jours, encore faut-il travailler cinq jours et avoir un emploi régulier! C'est une belle mesure, séduisante, mais c'est comme Liberté 55: ça fait surtout rêver!»

Diane Bellemare croit qu'il faut miser sur la souplesse et le libre choix. Elle cite l'exemple de

la Suède — pays qu'elle connaît professionnellement et personnellement: toute sa belle-famille y réside! —, où on compte 60 congés flottants et rémunérés par année! Bien loin des dix jours sans solde inscrits dans la révision de la Loi sur les normes du travail adoptée en décembre dernier. «On n'en est pas là au Québec, reconnaît-elle aussitôt. Les mesures sociales doivent être cohérentes avec l'environnement où l'on vit. Mais ce pourrait être intéressant de travailler autour de cette idée.»

Comme en éducation, comme en santé, l'ADQ est motivée par un principe de base: la diversité des moyens. En matière de conciliation travail-famille, cela comprend les bons de garde ou des congés parentaux pour les travailleurs autonomes. «Le mur à mur» dans l'intervention gouvernementale, ça ne répond plus aux besoins», répète Mme Bellemare.

J. B.



Michel David

La colère souriante

Le premier ministre Landry a eu beau sortir les gros mots mercredi soir à Ottawa, il devait sourire intérieurement. A quelques semaines de la campagne électorale, je le soupçonne de ne pas être mécontent du tout de la tournure des événements.

Bien sûr, comme tous ses homologues des autres provinces, il aurait aimé une hausse plus importante des transferts fédéraux, mais il en a quand même obtenu suffisamment pour faire quelques gestes qui feront bonne impression et pour présenter un budget décent avant de déclencher les élections.

En même temps, l'«arrangement» conclu est assez insatisfaisant pour justifier qu'il poursuive sa dénonciation du déséquilibre fiscal. Que demander de mieux? A terme, le problème du financement des services de soins de santé demeure entier, mais l'horizon politique s'éclaircit nettement.

Les sondages étaient très clairs: la population ne voulait rien savoir d'une autre querelle de compétences. M. Landry était donc parti pour Ottawa bien déterminé à accepter l'argent fédéral, peu importe les conditions posées, quitte à les contester par la suite.

Il faut reconnaître qu'à cet égard, M. Chrétien a fait preuve d'une flexibilité à laquelle il ne nous a pas habitués. M. Landry, qui le connaît depuis leurs années de collège, paraissait sincèrement surpris. La création d'un Conseil de la santé et la définition d'indicateurs supplémentaires constituent peut-être un pas de plus vers l'intégration des services de santé d'un océan à l'autre, mais l'avancée fédérale demeure très limitée.

Remarque, si les circonstances l'avaient exigé, M. Landry aurait sans doute réussi à trouver matière à indignation. Prenez par exemple ce détestable singulier utilisé dans le texte de l'accord, qui laisse entendre qu'il y a un seul système de soins de santé au Canada au lieu de dix. En d'autres temps, parler d'une «stratégie nationale» pour accroître la sécurité du patient et celle de l'élaboration de renseignements comparables «à l'échelle nationale» aurait pu lui paraître comme une atteinte inacceptable à la spécificité québécoise. Après tout, il a déjà piqué une crise à propos d'un drapeau canadien qui menaçait de flotter sur un zoo!

S'il y a un point sur lequel M. Landry s'est notablement amélioré depuis qu'il est premier ministre, c'est le contrôle de ses humeurs. Plutôt que de se laisser mener par elles, il a fini par apprendre à en jouer comme d'un instrument. Sa performance médiatique des trois derniers jours était assez impressionnante. Il faut dire que M. Chrétien, incomparable dans le rôle de l'ours mal léché, est un extraordinaire faire-valoir!

Quand il a rendu public son plan d'action intitulé *Pour faire les bons choix* en novembre dernier, le ministre de la Santé, François Legault, insistait sur la nécessité de tenir un débat public sur le financement des services de santé.

Déjà, on savait que les sommes qu'Ottawa consentirait à transférer aux provinces ne suffiraient pas à couvrir les énormes besoins que le vieillissement de la population et la hausse vertigineuse des coûts de la technologie et des médicaments occasionneront au cours des prochaines années.

Le nécessaire relèvement de la base budgétaire du réseau exigeait l'injection de 1,8 milliard dès 2003-04, ce à quoi il faudrait ajouter une somme de 300 millions pour combler l'écart entre l'augmentation des dépenses estimées (5,2 %) et celle des revenus projetés (3,5 %), expliquait M. Legault. Plus grave encore, ce manque à gagner allait augmenter rapidement pour atteindre 3,7 milliards en 2007 et 14 milliards en 2020.

On est encore très loin du compte. Si les chiffres de M. Legault sont exacts, le trou sera de 1,3 milliard en 2003-04 et continuera d'augmenter les années subséquentes. Bien sûr, il y aura d'autres pèlerinages à Ottawa, mais il est clair que ça ne suffira pas.

Curieusement, on ne parle plus de cette journée nationale de la santé, qui devait permettre à la société civile de discuter des «choix collectifs» que cela impose. D'abord prévue pour la fin janvier, elle avait été reportée à une date indéterminée à cause de la conférence des premiers ministres. Parions maintenant qu'elle sera tout bonnement annulée. Il sera toujours temps d'en reparler... après les élections. M. Landry a été clair: il veut entendre parler de santé le moins possible pendant la campagne.

Depuis que le premier ministre a décrété qu'il est hors de question d'augmenter les impôts, M. Legault a probablement lui-même oublié qu'il a déjà eu cette idée. Au lendemain de la conférence d'Ottawa, il avait l'air tout impressionné par cet argent qui lui tombait du ciel. Déjà, il promettrait mer et monde.

Les lendemains de conférences fédérales-provinciales sont toujours un peu embarrassants pour l'opposition libérale. Si celle-ci reproche au gouvernement péquiste de s'être isolé, elle risque d'être elle-même accusée d'à-plat-ventrisme. C'est encore plus compliqué lorsque le Québec demeure solidaire des autres provinces. Jean Charest ne peut tout de même pas traiter les dix premiers ministres d'incapables! Il est un peu ridicule de prétendre que lui-même réussirait à arracher des points d'impôt à Ottawa alors qu'eux n'y parviennent pas.

À défaut de mieux, M. Charest a dû jouer avec les chiffres. Quand il affirme que les 800 millions par année obtenus d'Ottawa vont s'ajouter au 1,2 milliard qu'un gouvernement libéral ajouterait déjà à la santé, il mélange les pommes et les oranges. En réalité, les nouvelles initiatives prévues au plan d'action libéral totalisent seulement 275 millions en 2004-05 et 315 millions en 2005-06.

Remarque, c'est déjà mieux que l'ADQ, qui n'a jamais fourni le moindre chiffre. Il est vrai qu'au rythme où se sont succédés ses porte-parole en matière de santé, ils n'ont pas eu beaucoup de temps pour faire des calculs.

mdavid@ledevoir.com

É D I T O R I A L

La frappe de Bush

Lorsque le président Bush et certains des mauvais génies qui l'entourent se sont installés à la Maison-Blanche, ils ont modelé tous les discours consacrés aux affaires du monde en fonction du principe suivant: les États-Unis sont une puissance «morale». La logique induite par cette certitude, par cette division du monde entre le bien et le mal, a débouché sur l'adoption de la doctrine de la frappe préventive. Celle-ci a eu son premier effet boomerang: la Corée du Nord.



deux reprises au cours des derniers jours, les staliniens qui dirigent la Corée du Nord ont menacé les États-Unis d'une frappe préventive. Si ces derniers ne commandent pas un arrêt au déploiement de leurs forces dans la région, alors toute la péninsule coréenne, assurément les autorités coréennes, sera transformée en «une terre de cendres». La seule manière d'éviter cela, selon les Nord-Coréens, serait que l'administration Bush accepte de s'asseoir à la table de négociations à la condition que tout cela se fasse en dehors du cadre des Nations unies.

Dans cette histoire, il y a une double ironie. Sur deux plans, les Coréens — qui, soit dit en passant, se sont dotés d'une armée autrement plus puissante que celle de Saddam Hussein — ont imité les gestes faits par l'administration Bush dans le cadre du dossier irakien. Militairement, ils évoquent la frappe préventive. Diplomatiquement, ils regardent de haut les Nations unies. Plus globalement, ils fournissent l'exemple de ce dont le monde sera vraisemblablement fait demain. À moins qu'on accorde préséance à une résolution multilatérale des conflits, la logique du bien et du mal dans laquelle l'administration Bush est engoncée ne peut que se solder par une multiplication des guerres... préventives!

Pour justifier le bien-fondé de la frappe préventive et afin d'en convaincre tous les sceptiques de la Terre, l'administration Bush a fait valoir qu'en la matière, le paradigme a changé. Il est vrai que l'emploi d'armes chimiques ou biotechnologiques contre des civils, que les attentats du 11 septembre 2001, que le régime de Saddam Hussein et celui de la Corée du Nord, que tout cela, donc, est odieux et doit être combattu. Mais de là à vouloir faire la guerre par prévention, il y a un pas qui a été franchi et qui ne peut que nous mener sur les rivages du chaos. Cette conception que Bush et le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, défendent bec et ongles jour après jour s'avère d'ores et déjà une caution aux pires exactions commises ici et là dans le monde.

À cet égard, on se rappellera que c'est au nom de la prévention que la Russie a menacé la Géorgie. Que c'est au nom de ce principe qu'elle poursuit son pillage de la Tchétchénie. Que ce principe est un cadeau à la Chine, qui maintient son occupation du Tibet. Que ce principe, demain, pourra être le point d'appui privilégié de l'Inde ou du Pakistan, qui possèdent tous deux de quoi faire éclater la planète. Et qui sait si l'Afrique du Sud ne reviendra pas sur sa décision d'enterrer son programme d'armes nucléaires?

Dans un long article paru dans la revue américaine *Current History*, trois experts en la matière affirment et expliquent que la doctrine de la frappe préventive a ceci d'extrêmement dangereux qu'elle ne peut que favoriser une précipitation du conflit qu'elle prétend résoudre. Elle a également ceci d'effroyable qu'elle va encourager les États voyous à refiler des armes aux groupes terroristes. Pire, selon ces universitaires, la doctrine choisie par Bush fait passer l'usage de la force du dernier au premier rang des recours disponibles.

La défense soutenue de cette doctrine par Bush et Rumsfeld a ceci de dangereux qu'elle va favoriser le repli sur soi. Tout cela relève d'une mentalité d'assiégé et non du droit.

Air Canada doit vivre

Ce n'est jamais agréable d'assister aux déboires d'une entreprise, et ce qui se passe à Air Canada devrait nous interpellier. D'abord parce qu'Air Canada est le premier transporteur aérien au pays, mais aussi parce que la société fournit de l'emploi directement à quelque 8000 Montréalais.

Jean, le président de la société, Robert Milton, a annoncé que l'entreprise a enregistré un déficit de 364 millions au cours du dernier trimestre 2002. Pour l'ensemble de l'année, le déficit s'élève à 428 millions. Pour les experts, il s'agit d'une tendance lourde qui risque de mener Air Canada à la faillite. Avec une dette de 12 milliards et des liquidités qui fondent comme neige au soleil dans une industrie qui est en crise partout, on comprend pourquoi!

Depuis toujours, mais surtout depuis la fusion avec Canadien International imposée par Ottawa, Air Canada est aux prises avec un ratio employés-aéronefs de loin plus élevé que ceux de ses concurrents.

L'an dernier, la société a dû licencier une dizaine de milliers de salariés sur les 45 000 qu'elle comptait depuis la fusion. Cela n'a pas suffi. Aujourd'hui, elle fait toujours face à une structure de coûts salariaux et d'entretien trop élevée qui explique en partie sa grille tarifaire déraisonnable.

A cause de cela sont apparus de nouveaux transporteurs qui offrent des tarifs plus intéressants sur les lignes les plus fréquentées. Air Canada a bien tenté de protéger son marché en créant sa propre filiale Jazz et en regroupant ses filiales régionales sous le logo Jazz; cependant, sans réduction significative des frais d'exploitation, ces sociétés perdent beaucoup d'argent elles aussi. Si on ajoute à cela le fait que depuis le 11 septembre 2001, l'industrie du transport aérien a été frappée de plein fouet par la réduction de l'achalandage d'affaires, l'imposition d'une taxe sur la sécurité et l'augmentation du prix du carburant, voilà le portrait d'un désastre annoncé.

Devant ces déboires, Air Canada crie à l'aide. Pour augmenter ses liquidités, elle vient de vendre 35 % de la filiale Aeroplan et se propose de vendre Jazz et une partie des services d'entretien. Du gouvernement fédéral, elle attend qu'il retire sa taxe sur la sécurité imposée sur chaque billet et lui fournisse une aide financière au moins équivalente à celle consentie à ses concurrents américains lors de l'achat d'appareils construits par Bombardier. Quant aux employés, Air Canada leur demande de faire des concessions à hauteur de 650 millions pour ramener ses coûts à un niveau concurrentiel.

Air Canada est en difficulté, cela ne fait aucun doute. Pour surmonter la tempête, elle a besoin d'Ottawa, et surtout de ses employés. Même si les conventions collectives ont été signées récemment, ceux-ci doivent porter une oreille attentive aux demandes de leur entreprise. Sans quoi, ce sont les emplois qui sont en jeu, comme c'est le cas chez bon nombre de transporteurs en faillite aux États-Unis.

jrnsansfacon@ledevoir.ca

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA
LE 10 JANVIER 1910
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
JEAN-FRANÇOIS NADEAU, LOUIS LAPIERRE
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



LETTRES

Le français à Radio-Canada

La Société Radio-Canada évalue actuellement la qualité du français sur les ondes de sa radio; nous nous en réjouissons, cela répond à un réel besoin. À notre avis, cette étude devrait comporter deux volets: d'abord, la reconnaissance des lacunes; ensuite, la recherche de correctifs. Les lacunes semblent évidentes; il est inutile de dresser la liste des barbarismes, anglicismes, solécismes et autres horreurs qu'on entend sur les ondes et qui font rire et pleurer. Ces fautes émanent parfois des commentateurs et animateurs-vedettes qui acceptent mal les remarques. Certains linguistes ne partagent pas ce qui paraît évident aux uns et considèrent que le français de Radio-Canada est une langue vernaculaire qui reflète un certain niveau de langue fort acceptable et exprime notre identité nationale libérée du colonialisme français et anglais. Le débat est ouvert et le sera toujours puisqu'une langue vivante est en constante évolution et qu'elle est la création du peuple qui l'utilise. On devrait tout de même s'entendre sur ce qu'est appauvrir une langue et la pensée qui la sous-tend.

Les correctifs à apporter devraient dépendre des objectifs qu'on se donne. Pour

notre part, nous croyons que notre langue est un instrument non seulement de communication mais aussi d'identité et de survie. L'enjeu est simple: parler correctement un français international québécois ou disparaître.

Radio-Canada joue un rôle majeur; il n'existe aucun autre modèle à l'heure actuelle. Corriger les tics verbaux des animateurs et les inciter à placer l'accent tonique sur la dernière syllabe sonore ont leur importance parce que ces fautes écorchent parfois les oreilles; cependant, à notre avis, c'est plutôt la syntaxe, la structure des phrases qu'il faut corriger; on en revient toujours à la qualité de la pensée. On doit se convaincre que cette langue est essentielle et qu'elle doit rejoindre, avec les ajustements de niveaux requis, toutes les couches de la société, c'est-à-dire l'atelier de réparation d'automobiles du coin de la rue aux salles de cours des universités et au parquet de la Bourse.

Enfin, nous espérons que cette révision de la langue s'étende aussi à la télévision de Radio-Canada et ne mourra pas sur les tablettes empoussiérées de notre histoire.

Paul Massicotte
Marie-Josée Dalbec
Montréal, le 1^{er} février 2003

Voter «utile»

Aux prochaines élections, je ne voterai pas pour un candidat de l'UFP même si je me sens souvent plus proche des idées de l'UFP que de celles du PQ. Je ne ferai pas comme ces Américains qui, en votant pour Ralph Nader, ont permis à George W. Bush de l'emporter. Je n'aimerais pas avoir pareil vote sur la conscience à la veille de la guerre contre l'Irak. Je ne ferai pas non plus comme ces Français qui, en votant Besancenot ou Laguerre, ont permis à Le Pen de passer au second tour de la présidentielle. Je ne voterai pas «pur», je voterai «utile», parce qu'il faut bloquer l'ADQ, parce que l'idée d'un système de santé à deux vitesses me révolte, parce que les bons d'éducation sont un recul effrayant pour la démocratie et l'égalité des chances, parce que le démantèlement de l'État québécois serait une tragédie pour nos aspirations nationales. Je ne veux pas risquer de vivre quatre ans sous un gouvernement de droite pour avoir eu le plaisir de me sentir vertueuse le jour des élections.

Bernard Émond
Montréal, le 3 février 2003

REVUE DE PRESSE

Chrétien, nouveau Bonaparte;
Bush, Churchill contemporain

Antoine Robitaille

L'attitude dominatrice de Jean Chrétien à la conférence des premiers ministres sur la santé cette semaine a soulevé la colère de certains commentateurs albertains. Rick Bell, dans le *Calgary Sun*, rapportait hier que Ralph Klein avait «enfin vu le côté sombre» de Chrétien. Présentant sa proposition de transfert, le «cheuf» fédéral a asséné un «c'est à prendre ou à laisser, vous avez deux minutes pour décider» à ceux qu'il considère comme de petits maires de province. Bell compare Chrétien à Napoléon, le qualifiant de «conquérant», de «roi» et de «pharaon».

J'écris «cheuf» en me remémorant un texte du sociologue Stéphane Kelly où celui-ci révélait un important élément de continuité entre «Trudeau et son maître»... Duplessis. Thèse surprenante de prime abord puisque celui-là a combattu celui-ci. Mais «qui aime bien châtie bien», ironise Kelly. Continuité? Les deux politiciens se sont en effet pliés à la règle britannique héritée de l'ère du premier ministre Walpole, fondée sur le patronage, ou favoritisme. Certes, il y avait des différences de style entre ces politiciens. Kelly écrit: «L'homme de Trois-Rivières patronna à la façon un peu rustre d'un «draveur». Plus raffiné, l'homme de Westmount le fit avec l'élégance d'un lord.» Duplessis distribuait frigos, contrats, etc., à ceux qu'il voulait mettre de son côté. Trudeau, soutient Kelly, a simplement modernisé la technique. Sous sa gouverne, «le cabinet fédéral, qui nommait déjà un tas de gens [juges, ambassadeurs, lieutenants-gouverneurs, sénateurs], allait voir s'accroître le champ de ses nominations». Tous les nouveaux postes de direction de la pléiade de sociétés de la Couronne et d'organismes fédéraux fraîchement créés furent «autant de récompenses, dans les mains de l'élite du parti, pour stimuler la loyauté des fidèles». Chez Jean Chrétien, fils politique de Trudeau, le vrai maître, Duplessis, semble avoir percé sous la patine westmountaise du père PET. Shawinigan n'est pas loin de Trois-Rivières. Le style «cheuf», c'est l'arrogance de celui qui, à force de nommer tout le monde dans un pays, croit qu'il en est le propriétaire. À preuve, comme Rick Bell le rapporte, le premier ministre fédéral s'est permis de men-

cer les provinces: «Si vous n'aimez pas ma proposition, je trouverai d'autres endroits pour dépenser cet argent.» Bell cite Klein affirmant qu'il ne voit pas comment on pourra «sauver le système de santé» avec la somme de 250 millions dévolue à sa province. «Bravo, Jean, écrit Bell. Et toi qui disais vouloir nous aider!»

Neil Waugh, dans l'*Edmonton Sun* d'hier, affirmait que «compte tenu du budget de l'Alberta pour l'année en cours, soit 6,8 milliards de dollars, les 250 millions promis par le fédéral ressemblent à une insulte».

Waugh désapprouve la création d'un autre organisme fédéral, acceptée par les premiers ministres provinciaux. Un «ministre Conseil national de la santé» qui «dictera et punira les gouvernements provinciaux s'ils ne gèrent pas comme Ottawa le veut». Bien sûr, dit Waugh, ce «tigre sans crocs» produira des «rapports que personne ne lira». Cela engloutira «plusieurs millions de dollars dans une bureaucratie inutile» [et permettra au «cheuf» fédéral de faire une autre nomination clé...]. Ces sommes devraient être «consacrées aux traitements pour les malades». «Mais c'est ça, Ottawa», écrit Waugh. Il était temps que Klein aperçoive le «côté sombre» de Jean Chrétien, dit Waugh, car il s'en va. Mais rappelons-nous que «le roi qui lui succédera», Paul Martin, est précisément celui qui a coupé dans les transferts aux provinces, entre autres en matière de santé. C'est à cause de lui que le fédéral ne finance plus que «14 ¢ pour chaque dollar investi en matière de santé» et qu'il a tant de mal à rattraper le temps perdu. «Ça augure bien», affirme Waugh.

À la suite de la présentation de Colin Powell, une majorité de commentateurs du ROC semblaient enclins à suivre Washington. Il y a bien David Warren, dans l'*Ottawa Citizen*, qui a qualifié de «perte de temps et d'énergie» le «power point» de Powell: «Même s'il était efficace et divertissant en soi, cet exposé n'a fait changer d'idée à personne d'un côté ou de l'autre.» Dans une optique plus pacifiste, le *Toronto Star* a publié des textes affirmant qu'il n'y a pas lieu de faire la guerre.

Le *National Post* est certainement le plus va-

t-en-guerre des journaux. Jeudi, en éditorial, il affirmait que les preuves sont amplement suffisantes pour justifier une guerre. «Reste à voir si les puissances d'apaisement de l'Europe continentale barrent la route à l'Amérique. Si cela se produit, les États-Unis ne seront pas stoppés. Il faudrait cependant s'attendre à ce que la crédibilité de l'ONU soit la première victime de dommages collatéraux dans la guerre à venir».

Le *Post* publiait mercredi un texte de Barry Cooper et David Bercuson, deux politologues de Calgary selon lesquels la priorité du prochain premier ministre devrait être de rebâtir les relations du Canada avec les États-Unis, relations qui sont «en lambeaux». «On n'avait pas vu cela depuis Dieffenbaker», selon les auteurs, qui se disent certains que ces derniers temps, «les autorités américaines en sont venues à mépriser le Canada et ses dirigeants». Or les «dollars dans les poches des Canadiens dépendent en grande partie du maintien de relations harmonieuses entre les deux pays». Jean Chrétien, Lloyd Axworthy et maintenant Bill Graham ont tout fait pour «que le Canada prenne ses distances par rapport à notre plus proche voisin et meilleur ami».

George W. Bush: «doubleté» pour «Winston»? Le président serait-il une sorte de Churchill contemporain? Mark Richardson s'interrogeait en ce sens mardi dans le *London Free Press*. Après tout, Churchill faisait le V de la victoire avec ses doigts. Le président s'inspire-t-il de l'ancien premier ministre britannique lorsque, avec son index, son majeur et son annulaire, il fait un W? Autres rapprochements remarquables: «Les deux hommes avaient des pères célèbres [...] et ont connu des débuts lents.» Richardson note aussi de façon pénétrante que les deux personnages sont «portés sur la bouillotte», bien que Doubleté ait cessé de boire il y a 15 ans. Toujours est-il que Churchill a eu assez d'étoffe pour se tenir seul debout devant les nazis. Et Bush devant Saddam? «Oui, il a tout ce qu'il faut», déclare Richardson. Et même si «les Canadiens le traitent de moron», même si «Nelson Mandela la taxe de raciste», même si «les Français se montrent aussi typiquement français qu'à l'habitude et que les Allemands joignent la critique sournoise», c'est à Bush qu'on donnera raison lorsque «le dictateur Saddam Hussein sera humilié, comme il se doit».

IDÉES

Quel avenir pour le Bloc québécois?



Denise Bombardier

Les néo-bien-pensants

De la même façon qu'on retrouve, parmi les défenseurs de la nature et des animaux, des militants qui sont prêts à attaquer des humains pour la protection d'un arbre ou d'un kangourou, on retrouve parmi ceux qui s'affichent pacifistes des gens qui sont prêts à assassiner ceux — cela semble être le cas ici — qui croient que la guerre peut parfois être la dernière mais nécessaire solution. Des pacifistes dont la violence épistolaire et, on le suppose, verbale révèle une intolérance qu'on n'hésite guère à qualifier d'intégriste.

Jamais une chronique passée n'a provoqué des réactions aussi nombreuses ou insulte, la mauvaise foi et le machisme le disputaient à l'aveuglement idéologique et à l'antiaméricanisme brutal.

Toute nuance est irrecevable et non avenue, comme celle de croire, à l'instar de la France et de l'Allemagne, que la guerre contre l'Irak, si justifiée par l'assurance que Saddam Hussein détient toujours des armes chimiques et biologiques de destruction massive, ne doit être déclenchée que par une seconde résolution des Nations unies et non pas sur simple décision des États-Unis et de leurs alliés actuels. Le procès d'intention est formel: la chroniqueuse veut la guerre et se fiche des victimes, femmes et enfants au premier chef.

D'autres — et précisons que la quasi-totalité des insultes sont le fait d'hommes — nous renvoient à nos chaudières et à nos histoires de relations entre les sexes. La politique internationale demeurerait le terrain de jeu réservé aux gens sérieux, entendons les mâles. Edifiant! Les accusations d'ignorance, de stupidité, d'imbécillité, sont légion. On m'invite à retourner à l'école alors que j'y ai passé 21 ans, entre autres en science politique, où nous planchions durant des années sur les relations internationales. *Le Monde diplomatique*, un journal culturel, intéressant, stimulant et orienté mais discutable, devenu la bible de la gauche tiers-mondiste, tendance chic, caviar, Blancs honteux ou les trois en même temps, est une recommandation de lecture obligatoire pour être «objectif». Nous affirmons, comme si l'objectivité pouvait exister lorsqu'il s'agit de se commettre sur cette guerre appréhendée.

La haine des États-Unis transpire aussi à chaque ligne. D'ailleurs, pas de distinction notable entre le gouvernement Bush et le peuple américain, dont une partie prestigieuse, composée d'intellectuels, d'artistes et de démocrates affichés, dénonce quotidiennement le va-t-en-guerre de George W. et de ses généraux. La démonisation de l'Amérique par les dénonciateurs de la démonisation de Saddam Hussein ferait sourire si elle n'était pas si lamentable. Car enfin, cette haine dont on sent qu'elle est viscérale s'alimente davantage aux préjugés, à l'envie et au besoin impératif d'incarner aussi le mal qu'à une position critique, distanciée et dissidente. De plus, pourquoi s'opposer rendrait-il haineux, sinon que dans certains esprits fêlés ou brumeux, le désaccord intellectuel ne serait que la façade d'un rejet de l'autre, l'interlocuteur mal-pensant?

En démocratie, ce sont les nuances qui définissent l'essentiel. Les régimes tyranniques ne s'embarrassent pas de nuances. En ce sens, parmi les opposants et — il faut le souligner — les défenseurs actuels de la guerre, on retrouve des tyrans de la pensée: ceux qui exécutent les États-Unis et qui ne sont pas loin de croire, comme l'imam crocheté de Londres l'a déclaré cette semaine, que l'explosion de la navette spatiale était une punition bien méritée de Dieu pour ce peuple qui écrase, corrompt et viole toutes les libertés. Les néo-bien-pensants, copie exacte de ceux qu'on a subis par le passé, ne réfléchissent pas: ils réagissent, sur le modèle de l'allergie.

Il faudrait être stupide, en effet, pour ignorer les errements de la politique étrangère américaine, ses contradictions, son cynisme, son opportunisme et sa volonté de puissance. Mais son histoire est également celle de la dissidence intellectuelle, du combat pour les libertés, de la tolérance aussi. Car comment expliquer qu'elle soit terre de refuge et d'accueil pour ceux-là mêmes qui la dénoncent et utilisent ses institutions pour parfois vouloir la détruire?

Toutes les négociations sont plus souhaitables qu'une guerre. Mais la naïveté n'est plus une vertu en ces heures et ces jours difficiles. Il est faux de prétendre que ceux qui appuieraient une offensive en Irak, si c'est la décision de la communauté internationale, ignorent que le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, est celui-là même qui s'est rendu à Bagdad en 1983 pour vendre des gaz à Saddam Hussein, ces gaz que ce dernier a par la suite utilisés pour tuer entre 50 000 et 100 000 Kurdes. Cette politique cynique qu'a partagée la France afin de faire contrepied à l'Irak date d'il y a 20 ans. Depuis, Saddam Hussein n'a eu de cesse d'écraser son propre peuple et de menacer l'Occident.

Quelle tristesse, tout de même, qu'il devienne aux yeux de nombreux Occidentaux un tyran ni pire ni meilleur que les autres. Saddam Hussein n'est pas un rempart contre l'«impérialisme américain», pas plus qu'Hitler n'était un rempart contre le communisme, comme l'ont cru trop d'Européens à l'époque. À l'heure où nous sommes tous en danger de guerre, les intolérants de tous bords doivent être renvoyés dos à dos. Les temps actuels devraient commander aux uns et aux autres d'écartier l'insulte pour faire place à l'échange, à l'analyse et, pourquoi pas, au doute, cette vieille sagesse qui nous vient de la philosophie grecque. Mais le doute, cette position intellectuelle plus qu'honorable, n'exclut pas, en fin de compte, la prise de décision.

denbombardier@earthlink.net

JACQUES DAGENAI
Candidat du Bloc québécois aux élections de 2000

À un certain moment en octobre 2000, environ une dizaine de jours après le début de la dernière campagne électorale fédérale, il est apparu clairement que la mission du Bloc québécois telle qu'elle avait été définie à l'origine venait de prendre fin. La seule utilité que l'électorat francophone nationaliste trouvait encore à notre formation, c'est-à-dire pouvoir battre Jean Chrétien, venait de disparaître avec le plafonnement des intentions de vote en faveur de Stockwell Day à 29 % et leur fléchissement vers les 25 %.

Compte tenu de la concentration des votes alliés dans l'Ouest, sous les 30 %, il était évident qu'ils ne gagneraient pas un comté en Ontario et qu'un gouvernement libéral majoritaire était inévitable.

En plus de rendre complètement inutile toute notre campagne, uniquement axée sur l'animosité des francophones contre Jean Chrétien, c'était la pertinence même du Bloc québécois qui apparaissait subitement comme nulle compte tenu de notre incapacité à empêcher la réélection de ce gouvernement. Quelle était l'utilité de ce parti qui n'avait pas pu et ne pourrait pas empêcher l'adoption de toute législation contraire aux intérêts du Québec?

Plus on faisait campagne, plus on perdait des votes en faveur de l'abstention, des centaines de milliers de souverainistes et de nationalistes ainsi qu'une très grande majorité de jeunes ne voyant plus aucune utilité à voter au fédéral; on obtint une très faible participation. Celle-ci s'est encore amoindrie dans les élections partielles fédérales depuis un an à un niveau jamais vu auparavant, les Québécois affirmant probablement, de la sorte, leur désir de souveraineté tranquille, sans référendum si possible, comme en Slovaquie. C'est la seule conclusion que je pouvais tirer au milieu et après cette campagne de novembre 2000, qui semble se confirmer de plus en plus depuis.

Fournir une réponse

Comme candidat dans un comté orphelin difficile mais possible à remporter si une vague pro-Bloc ou anti-Chrétien était apparue, j'ai tenté de convaincre les organisateurs du Bloc de la nécessité de changer de campagne. Il fallait offrir à la population une réponse à son message qui, pour certains, semble confus, à savoir être opposés à la tenue d'un référen-

dum tout en soutenant la souveraineté. Les fédéralistes déployant toutes leurs énergies à rendre publics ces sondages montrant l'opposition de la population à la tenue d'un référendum, on aurait dû canaliser ces efforts et prendre le risque d'appeler les Québécois à transformer le scrutin fédéral en élections référendaires. C'était un risque trop grand que ne pouvaient pas envisager les novices qui faisaient office de stratèges auprès du chef du Bloc.

L'élection d'une cinquantaine de députés souverainistes aurait pu convaincre le Canada anglais de la nécessité de négocier la souveraineté à l'amiable, comme cela s'est produit en Tchécoslovaquie. Les Québécois, qui avaient vécu trois campagnes référendaires en 15 ans, n'étaient pas prêts, en novembre 2000, et ne sont toujours pas prêts à revivre ces désagréables moments d'opposition, ayant le sentiment que leur pays doit naître par un processus moins conflictuel.

Sages

Notre révolution tranquille nous a permis de mettre en place des institutions solides et une économie parmi les plus performantes qui semble résister mieux que n'importe quelle autre aux soubresauts du moment et qui nous procure maintenant un niveau de vie inégalé, sauf peut-être par les Suisses et les Scandinaves. Les Québécois sont sages de ne pas précipiter les événements et de ne pas mettre en péril cette stabilité économique si durement acquise. On doit donc offrir une solution à ce désir des Québécois de continuer cette marche patiente vers une souveraineté tranquille ou, à tout le moins, vers un plan de match permettant de se rendre le plus près possible du but sans tenir de référendum.

Dans ce contexte, le Bloc se doit de remettre en question son action en fonction de ce refus de la population de tenir un référendum pour l'instant plutôt que de tenter d'occulter cette sanction qu'a représenté le résultat déplorable des dernières élections fédérales.

Lors de la réunion des élus et candidats qui a suivi les élections, j'avais prévenu les députés élus que s'ils ne modifiaient pas leur travail parlementaire, les députés du Bloc risquaient au mieux de devenir des créditistes instruits et, au pire, de tomber dans l'oubli. Un article récent du chroniqueur Michel C. Auger qualifiant les députés bloquistes de néo-creditistes laissait croire que cette première prédiction s'était réalisée, et les résultats des récentes élections partielles indiquent que la seconde est en bonne voie de se concrétiser. Les votes obtenus par le Bloc vont de 2 % des électeurs inscrits dans Saint-Léonard à 17 % dans le plus grand château fort du Bloc, dans Lac-Saint-Jean.

Discipline inappropriée

Au lieu de modifier ce style d'action éparpillée avec des porte-parole pour chaque ministère vers un groupe d'attaque plus efficace, le leader actuel, Michel Gauthier, a non seulement maintenu cette orientation, il a imposé une stricte discipline de parti qui ne convenait aucunement à ce groupement d'hommes et de femmes libres et de toutes tendances qui ne sont réunis là que pour tenir le fort d'ici l'accession du Québec à la souveraineté. Le prolongement de cette mission du Bloc ne pouvait que rendre plus difficile cette cohabitation si disparate de souverainistes et militait plutôt en faveur d'une plus grande flexibilité.

C'est donc avec peu d'étonnement que j'ai découvert en juin 2001 le malaise important qui existait au sein de la députation. J'avais publié un texte qui illustrait que l'action du Bloc depuis les élections faisait très peu pour promouvoir la souveraineté alors que les fédéralistes, oubliant le rejet du Canada de Charlottetown par les Québécois à près de 60 % en 1992, répétaient tous les jours que les Québécois avaient choisi de rester Canadiens. Plus d'une douzaine de députés m'avaient alors confié que toute action qui divergeait de la ligne directrice stricte et ridicule imposée par le leader leur occasionnait des menaces de toute sorte et qu'ils tenaient aussi de faire modifier le travail parlementaire. J'étais même prêt à présenter une résolution au conseil général de juin pour les appuyer.

J'avais aussi averti le chef que l'atmosphère au sein de la députation semblait se détériorer rapidement et que la situation exigeait une révision urgente de l'organisation au bureau du leader: la survie de cette coalition de personnes indépendantes et la relance de l'action du Bloc en dépendaient. Au lieu de prendre acte de la situation, oubliant qu'il est le chef d'un mouvement temporaire et non d'un parti traditionnel visant à prendre le pouvoir, le chef y a vu une attaque à son leadership et n'a rien fait pour remédier au problème, qui n'a fait qu'empirer depuis et amener ce qui semble bien maintenant être la fin du Bloc québécois.

Espérons que le départ de Pierrette Venne aujourd'hui soit le catalyseur de la renaissance d'un nouveau Bloc québécois comme groupe d'attaque important dans cette bataille pour l'accession du Québec à la souveraineté. C'est à l'attaque que l'on compte des buts et non pas sur la défensive. S'il ne faut pas nécessairement changer de chef, il faut nécessairement que le chef change.

La formation d'un nouveau groupe parlementaire avec la moitié dissidente du caucus serait préférable pour arriver au renouveau nécessaire, même si cela devait provoquer un malaise temporaire, plutôt que de voir le Bloc subir cette lente attrition, comme au NPD, d'où proviennent les stratèges qui entourent le chef du Bloc.

Harmonium: la communauté des solitaires

Une télésérie tentera de faire revivre l'époque d'un groupe mythique

LOUIS CORNELIER

Chroniqueur aux essais québécois au Devoir

Pour mon ami Ben, en souvenir de nos harmonies d'adolescence... qui durent toujours.

À compter du 13 février, à TQS, Harmonium revivra le temps d'une brève télésérie. Les contraintes télévisuelles étant ce qu'elles sont et l'œuvre du groupe étant ce qu'elle est, il ne faut pas s'attendre à ce que ce projet rende la substantifique moelle de ce que fut cette aventure musicale, mais on peut au moins souhaiter qu'il s'approche un peu de l'esprit qui l'a animée.

J'ai été adolescent après Harmonium, mais Harmonium a malgré tout habité ma jeunesse en son cœur même. Avant l'école, après l'école, la fin de semaine, avant le sport, pour me donner de l'allant et me rappeler que l'essentiel était ailleurs, avec mon ami Ben ou avant d'aller chez ma blonde, c'était toujours *L'Heptade*, version tournée (plus intense, plus spontanée, plus vraie que la version studio, belle aussi), avec ses sept pièces sublimes, qui scandait mon existence.

Oui, je les aimais bien, les belles chansons de brasserie et de feu de camp du premier disque éponyme. *Les Cinq Saisons* d'Harmonium fut peut-être mon premier vrai contact avec quelque chose qui ressemblait à de la grande musique, fût-elle d'inspiration pop. Mais *L'Heptade*, c'était autre chose. Grandiose musique de chapelle laïque sur des textes résolument ancrés dans le réel, mais en même temps spirituels et atemporels, cet album fou et sage à la fois, ardent, brillant, musicalement le plus riche, peut-être, de notre tradition pop, transcendait tout le reste parce que sa puissance parvenait à donner du sens à ma vie.

Savant et enthousiaste mélange folk-pop-progressif unique au monde (très rare, à tout le moins), *L'Heptade* mettait le feu dans la tête de ses auditeurs méditatifs et euphoriques. Personne, jamais, alors et depuis, n'a «lyré» comme Fiori le fait sur ce disque, avec sa



Harmonium: Serge Locat, Denis Farmer, Robert Stanley, Libert Subirana, Louis Valois, Monique Fauteux et Serge Fiori.

voix qui voyage entre le murmure larmoyant et le lyrisme musclé. Le sax de Subirana et la guitare électrique de Robert Stanley, en synergie, transportent littéralement. Et soudain, comme un havre, la voix calme de Monique Fauteux vient dire toute la douceur que les envolées des Locat, Valois et Farmer comportent aussi.

Inspiration encore vive

J'écoute, aujourd'hui, Harmonium, et j'entends leur jeunesse, ma jeunesse, mon inspiration d'alors (encore vive!), j'entends les mots qui ont défini pour moi, à l'adolescence, l'amour à la québécoise pendant que

d'autres, les pauvres, fredonnaient en anglais même s'ils n'y comprenaient que dalle.

On n'entend plus, on ne chante plus, aujourd'hui, le meilleur de cet Harmonium-là. Trop exigeant, trop spirituel, probablement. D'esprit profondément communautaire et festif, cette musique et ces mots, et voilà pourquoi ils sont si puissants, demeurent d'abord et avant tout ceux de l'engagement intime sans concession. La communauté d'Harmonium, ce fut, en ce sens, celle des solitaires, même dans la foule de la Saint-Jean. Ce fut la mienne.

J'écouterai, bien sûr, la télésérie qui tentera de faire revivre l'aventure de

jeunesse de ces héros de notre chanson. Un peu de nostalgie ne fait jamais de tort. Je ne m'attends pas, toutefois, à y retrouver cet élan que fut pour moi l'esprit d'Harmonium. Il me faudra, pour ça, passer par une autre voie, plus intime, justement, mais un peu communautaire quand même.

Un soir, je dirai: «Allez, Ben, couche tes enfants et va acheter de la bière; j'arrive avec notre passé, *L'Heptade* en tournée nouvelle version CD et nos espoirs d'avenir... presque intacts. Nous serons fous et sages parce que nous savons depuis longtemps, un peu grâce à Harmonium, que la vie, toujours, commence et qu'elle est belle.»

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (rigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation), Paule des Rivières (éditorialiste), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Josée Boileau, Julie Carpentier (sports), Brian Myles (justice et faits divers), Isabelle Paré (santé), Pauline Veau (science); Michel Garneau (caricaturiste); Diane Précourt (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Ducloux et Christine Dumazet (relucteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Bélair (responsable), Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Eric Desrosiers, Valérie Dufoir, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzzetti, Manon Corneille (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Duthias (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Roux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commiss); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING: Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Mariève Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION: Daniel Bizinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida (directeur adjoint), Yvanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRING: Marie-Eve Santerre, (responsable services à la clientèle, distribution et tring), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique Leclerc, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt; L'ADMINISTRATION: Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Beliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danièle Ross.

LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

SCIENCE

Les armes du XXI^e siècle
seront biologiques

Bactéries et virus représentent-ils de véritables armes militaires? Pas vraiment. Instruments de vendetta terroriste, plutôt.

Alors que les États-Unis soupçonnent l'Irak de posséder des armes de destruction massive et que la chasse aux terroristes, en Amérique comme sur le Vieux Continent, a permis de débusquer d'inquiétantes substances, un tour d'horizon de ce type de menaces s'impose.

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Bactéries et virus représentent-ils de véritables armes militaires? Pas vraiment. Instruments de vendetta terroriste, plutôt. Mais qu'en est-il de l'impact de ces présumées munitions biologiques qui se profilent dans ce sinistre horizon planétaire? En fait, un grand nombre de pays, outre l'Irak, possèdent de telles armes simples à fabriquer, peu coûteuses et d'utilisation facile.

La constitution d'une armada biologique consiste d'abord à se procurer des souches de micro-organismes pathogènes et contagieux, à les multiplier puis à les lyophiliser, c'est-à-dire à les déshydrater jusqu'à ce qu'ils se transforment en une fine poudre. « Sous cette forme, il devient ainsi aisé de les répandre par voie aérienne », explique au *Devoir* le microbiologiste et épidémiologiste Henri Hubert Mollaret, professeur honoraire à l'Institut Pasteur. On peut alors les introduire dans la tête creuse — l'ogive — de missiles, ou les embarquer à bord d'avions, qui les déverseront sur les populations ennemies.

Les armes biologiques se prêtent toutefois mal à des largages massifs par avion, sachant qu'il y a énormément de facteurs environnementaux qui entrent en jeu, souligne M. Mollaret. Température, humidité, force et direction des vents influenceront la dispersion aérienne et pourront dévier le nuage microbien de la cible visée.

Compte tenu de ces conditions difficiles, M. Mollaret ne craint pas les actions militaires impliquant

Dispersée par un seul et unique terroriste, la matière biologique peut également devenir une arme de « dissémination massive ».

le déversement d'agents infectieux par des avions ou des fusées, comme l'appréhendent les Américains. « Les fusées ne peuvent atteindre que des distances limitées et, pour cette raison, ne pourraient rejoindre le territoire américain, souligne-t-il. Les Israéliens ont raison, par contre, de redouter de telles fusées. »

Craignant par-dessus tout l'envoi d'une fusée chargée de virus de la variole, les Israéliens ont commencé il y a quelques mois une vaccination systématique contre la variole et depuis quelques jours la distribution de masques pour les populations civiles.

Les armes biologiques conviennent en revanche beaucoup mieux à des attaques terroristes. « À mon avis, c'est le véritable risque », insiste M. Mollaret.

Dispersée par un seul et unique terroriste, la matière biologique peut également devenir une arme de « dissémination massive ». Il suffit d'une petite ampoule de verre de la taille d'un dé à coudre contenant un à deux centimètres cubes de virus ou de bactérie lyophilisés, qu'il pourra dissimuler dans la doublure de son vêtement... Dans l'ascenseur d'un immeuble, il n'aura qu'à laisser échapper son ampoule, l'écraser avec son talon puis quitter discrètement l'ascenseur trois étages au-dessus. « Le pathogène se répandra dans l'atmosphère et en quelques heures, il se sera propagé dans les 60 étages du bâtiment. L'emploi est d'une facilité incroyable! », lance le professeur Mollaret.

Il suffit que le terroriste se procure la souche du pathogène, et, dans sa cuisine, avec un minimum de connaissances de la bactériologie, il sera capable de faire une culture. Il suffit de disposer d'une cocotte-minute en guise d'étuve, de quelques tubes de verre et d'une souche. On cultive ensuite le germe dans des milieux de culture qu'on peut se procurer dans des laboratoires. On chauffe et le lendemain on obtient dix litres, voire 100 litres de culture, selon la taille du récipient employé.

Cinq pathogènes particulièrement contagieux pourraient très bien être employés comme armes redoutables: le virus de la variole et quatre bactéries, celles de la peste, du botulisme, de la tularémie et de l'anthrax (ou du charbon).

La peste

Maladie terrifiante dans l'imaginaire, la peste est l'une des plus effroyables par sa rapidité d'évolution. À défaut d'un traitement antibiotique administré immédiatement après la contamination, la mort survient dans presque 100% des cas.

La peste s'attaque avant tout aux rongeurs mais si l'homme pénètre dans une région où prolifèrent des rongeurs infectés, il pourra contracter la maladie. Quand une puce vivant sur un rat pestiféré pique un humain, elle donne la peste bubonique, la fameuse peste décrite par Camus. Mais il existe aussi la peste pulmonaire qui est contractée en respirant un air contaminé par ce microbe. Cette forme pulmonaire est le plus souvent une complication qui survient chez un individu atteint de la forme bubonique. Lorsque la bactérie *Yersinia pestis* se niche dans les poumons, elle provoque la mort en trois ou quatre jours.

La peste n'est donc pas une maladie à proprement dit humaine, contrairement à la variole, dont le virus se transmet uniquement d'homme à homme, souligne M. Mollaret, ancien expert pour la peste auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Cette distinction importante explique le fait que l'on soit parvenu à éradiquer complètement la variole mais que l'on ne réussira jamais à rayer la peste de la sur-

face du globe, compte tenu qu'il faudrait exterminer toutes les populations de rongeurs infectées. Une mission impossible.

Depuis son apparition dans le port de San Francisco en 1900, le bacille de la peste circule parmi les rongeurs sauvages de seize États de l'Ouest américain et aurait même gagné le Canada et le Mexique. La peste court toujours dans le Moyen et le Proche-Orient, sur le territoire de l'ancienne Union soviétique, de Bakou (la capitale de l'Azerbaïdjan) jusqu'à la Chine. De nouvelles poussées de peste frappent actuellement Madagascar. Plus inquiétant encore est la découverte de bacilles résistants aux antibiotiques.

En Europe, la peste est actuellement absente mais elle peut toujours resurgir et être importée par des voyageurs. En 1920, alors que Paris était débarrassée de la peste depuis le tournant du siècle, une péniche anglaise ayant à son bord des rats contaminés s'est amarrée dans un quartier de Paris où commerçaient des chiffonniers: ce fut la fameuse « peste des chiffonniers ».

La tularémie

Le bacille de la tularémie circule quant à lui essentiellement parmi les populations de lièvres. Les chasseurs qui capturent des lièvres qui étaient atteints de la maladie peuvent alors attraper la maladie. *Francisella tularensis* est particulièrement redoutable car il s'agit de l'une des plus petites bactéries connues. En raison de sa taille lilliputienne, elle peut pénétrer

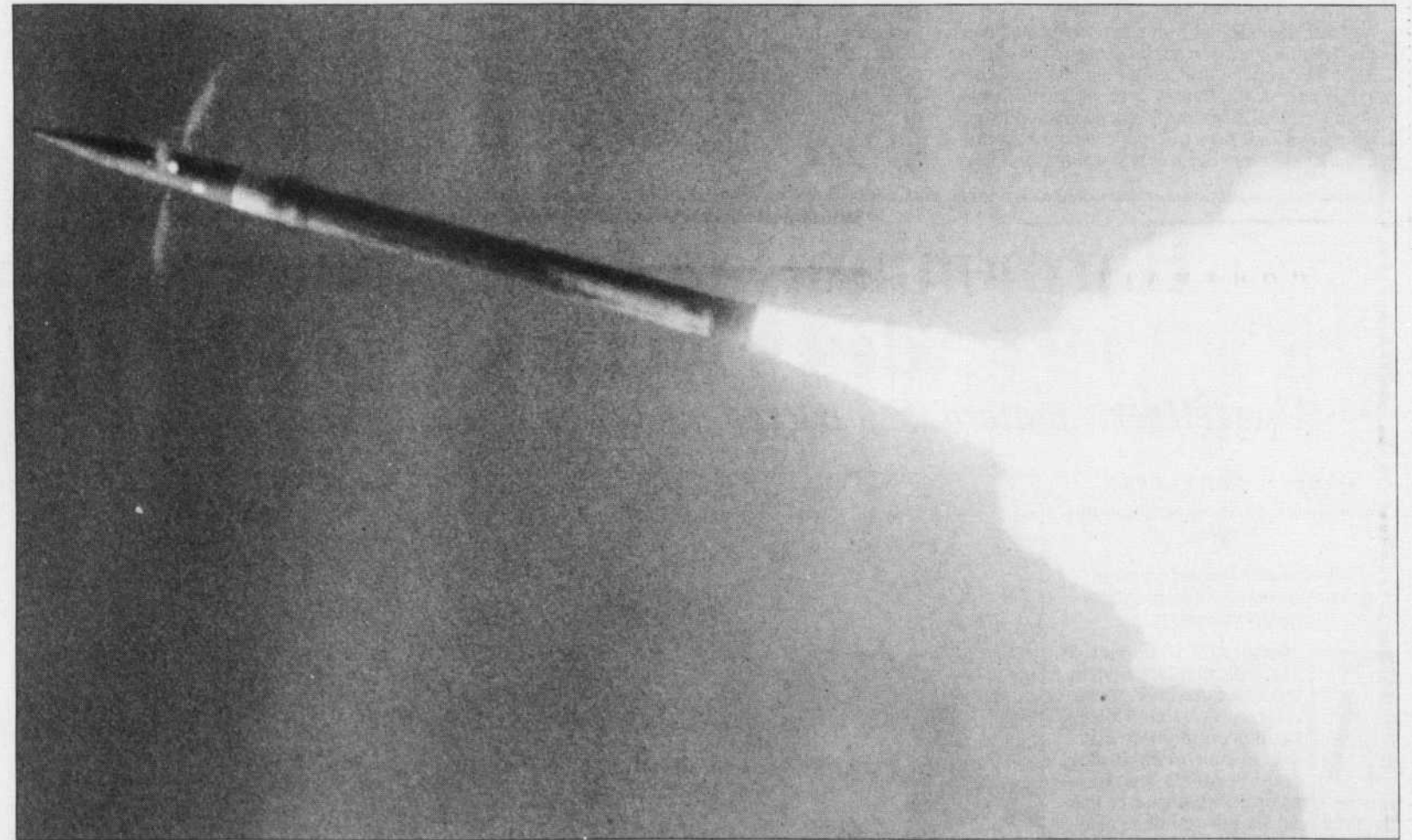
Au début de la dernière guerre, les Anglais ont expérimenté des obus qui libéraient des spores d'anthrax sur la petite île de Gruinard située à l'ouest de l'Écosse, se rappelle M. Mollaret. Les moutons qui servaient de cobayes ont bien sûr péri, confirmant l'efficacité de cette arme biologique — puisque les spores avaient résisté à la chaleur de l'explosion. Mais les conséquences de cette expérimentation furent amères: les spores avaient investi le sol pour longtemps. La décontamination fut une tâche effroyable, s'exclame le scientifique. On répandit des tonnes de formaldéhyde, puis on retira la couche superficielle de sol, que l'on incinéra.

À la même époque, les Britanniques avaient également envisagé de fabriquer deux, voire cinq millions de cakes qui seraient infectés de spores du *Bacillus anthracis* avant de les larguer au-dessus de l'Allemagne. L'opération ne se concrétisa pas.

Le botulisme

Le botulisme — du latin *botula*, qui veut dire « saucisse » — est une maladie que l'on contracte le plus souvent en consommant des charcuteries venant d'animaux qui sont morts parce qu'ils avaient contracté dans la nature la bactérie dénommée *Clostridium botulinum*.

Si on ne fait pas suffisamment cuire ou stériliser la viande, la consommation de ces aliments entraîne la maladie car la bactérie sécrète une toxine des plus redoutables qui est mortelle à des doses infimes.



Les fusées à tête bourrée de spores bactériennes ne pourraient atteindre que des cibles peu éloignées.

dans le corps à travers la peau saine. Pas besoin d'une écorchure, d'une blessure; un contact cutané suffit, explique M. Mollaret.

La variole

Maladie virale pour laquelle il n'existe actuellement aucun traitement, la variole tue 40% des personnes infectées et ceux qui s'en réchappent risquent d'être aveugles. Très contagieux, le microbe peut pénétrer par la peau, les yeux et les muqueuses.

La vaccination a été abandonnée depuis que la maladie a disparu et que le virus a été éradiqué en 1980. « Les enfants qui sont nés depuis l'arrêt de la vaccination ne sont plus immunisés et sont réceptifs à la variole. Plus les années passent, plus les populations sont vulnérables à la variole », souligne le professeur Mollaret.

« Le grand danger actuellement est que dans la plupart des pays, on n'apprend plus aux étudiants en médecine à reconnaître la peste, la variole et la tularémie. Les médecins ne sont plus capables de la diagnostiquer. Il est indispensable qu'on réapprenne toutes ces maladies aux médecins », insiste-t-il.

L'anthrax

L'anthrax, ou maladie du charbon, frappe avant tout les moutons. Le microbe *Bacillus anthracis*, qui en est responsable, vit dans la terre. « En jardinant dans une région où se trouvent de grands élevages de moutons, des humains peuvent malheureusement contracter la maladie », prévient le professeur. Certains antibiotiques, tels que la ciprofloxacine, sont efficaces pour combattre le microbe, mais il faut les administrer très tôt.

Jadis, certains champs étaient qualifiés de « maudits » car, si un mouton mourait de la maladie du charbon, le paysan l'enterrait dans le sol, poursuit-il. Et, comme Pasteur l'a montré, les vers de terre traversaient le cadavre et ramenaient des microbes du charbon à la surface du sol. Les moutons bien portants qui venaient brouter avalaient ces microbes et contractaient la maladie. Le paysan aussi pouvait se contaminer si sa peau présentait une écorchure.

Dès que la bactérie doit affronter des conditions environnementales et alimentaires qui lui sont hostiles, elle se déshydrate et s'entoure d'une coquille, explique le microbiologiste. Elle devient une spore qui est extraordinairement résistante et qui permet au microbe de survivre pendant des dizaines d'années dans le sol.

Comme cette toxine est absorbée par voie digestive, il suffit à un terroriste d'en introduire dans une canalisation d'eau potable pour terrasser une population entière. Seule l'injection d'un sérum spécifique, préparé à partir du microbe, peut agir comme antidote si elle est effectuée dans les quelques heures qui suivent la contamination. « Les Anglais avaient très peur de cette maladie au début de la dernière guerre mondiale. Et ils avaient acheté en Scandinavie des dizaines de milliers de doses de ce sérum », se remémore M. Mollaret.

« Voilà les cinq maladies que je considère ayant les plus grands risques, tranche l'épidémiologiste. Bien sûr qu'on pourrait essayer de répandre également le choléra, la fièvre typhoïde, le virus de la grippe. Mais ça n'a pas autant d'efficacité et ce n'est pas aussi terrifiant, ça n'a pas l'impact psychologique qu'aurait une épidémie de peste, qui, elle, démoralise une population. »

Comment peut-on se procurer des souches d'agents pathogènes?

À peu près tous les laboratoires de recherche de bactériologie possèdent des collections de souches, indique M. Mollaret. « Pendant longtemps, le commerce des agents biologiques s'est exercé sans contrôle pour les besoins de la recherche médicale. Durant des décennies, médecins et microbiologistes échangeaient en toute liberté des souches pathogènes. Les biologistes pouvaient s'adresser à certains organismes à but non lucratif tels que l'Institut Pasteur et l'American Type Culture Collection (ATCC) », souligne le microbiologiste. Depuis les épisodes des enveloppes à l'anthrax, on commence à contrôler l'identité des acheteurs, qui doivent être rattachés à des laboratoires de recherche reconnus pour obtenir les souches qu'ils désirent.

Mais si un individu ne parvient pas à trouver en magasin du microbe de la peste, il peut se rendre dans des régions du monde où le bacille sévit toujours, affirme le spécialiste. Il y trouvera des rongeurs morts de la peste sur lesquels il pourra prélever une bonne dose de microbes. Une démarche comparable permettra au terroriste de mettre la main sur le bacille de la tularémie qui décime les lièvres.

« Lorsqu'on a interrompu la vaccination antivariolique, l'OMS a tout de suite réalisé le risque qu'il y avait qu'on fasse du virus de la variole une arme biologique, rappelle aussi M. Mollaret. On a alors compris que tous les laboratoires du monde qui détenaient

le virus [pour fabriquer des vaccins] devaient le détruire mais qu'il fallait quand même en garder pour des besoins de recherche scientifique ou autres. Au début, 15 pays ont été autorisés à conserver des souches du virus. Plus récemment, cette autorisation a été restreinte aux États-Unis et à la Russie. Mais à côté de cette conservation officielle autorisée, je suis persuadé que de nombreux pays, y compris l'Irak, n'ont pas détruit leurs stocks. »

N'importe quel terroriste peut concocter une arme biologique dans une petite cuisine. Par contre, si on veut procéder à des destructions de masse, une telle procédure requiert une usine ou du moins un ensemble de laboratoires équipés de fermenteurs, qui sont de gros récipients dans lesquels on peut chauffer jusqu'à 20 000 litres de milieu de culture qui serviront à faire pousser les microbes. De telles installations laissent évidemment des traces...

Henri Hubert Mollaret est persuadé que l'Irak détient un arsenal biologique dangereux et les outils pour s'en servir. Mais est-ce une menace suffisante pour que les États-Unis entrent en guerre contre l'Irak? « Je pense que rien ne justifie une guerre. Rien! » D'autant que l'Irak est loin d'être le seul pays à détenir des armes biologiques, compte tenu de la facilité avec laquelle on peut se procurer les souches et les préparer. Outre l'Irak et la Corée du Nord, une vingtaine de pays disposeraient d'armes biologiques non déclarées, affirme le journaliste scientifique Pierre Kohler dans son ouvrage *L'Ennemi invisible, le bioterrorisme*, publié chez Balland.

Les armes chimiques

Les armes biologiques sont beaucoup plus efficaces que les armes chimiques, affirme Henri Mollaret. Alors que les microbes se multiplient tout seuls, les armes chimiques sont plus délicates à préparer, d'autant que des quantités beaucoup plus importantes sont nécessaires pour décimer une population. « Les produits chimiques doivent arriver à dose efficace sur chaque individu, explique le professeur. De plus, les individus intoxiqués ne contaminent personne. Par contre, avec un microbe ou un virus, il suffira de toucher quelques personnes et celles-ci deviendront des foyers de dispersion des micro-organismes. »

« L'arme biologique peut frapper une surface mille fois plus vaste que celle touchée par une arme chimique, et cent fois plus que la zone dévastée par un engin thermonucléaire. Alors qu'avec les gaz les plus toxiques, la dose mortelle se chiffre en milligrammes, elle est de l'ordre du picogramme (un milliardième de fois moins) avec un agent biologique. D'où une efficacité très supérieure à charge égale », précise Pierre Kohler.

Les armes chimiques se présentent le plus souvent sous forme de liquides volatils dont les vapeurs sont très toxiques. Leur effet peut se traduire par une action sur le système pulmonaire, nerveux ou sur la peau.

Le gaz moutarde, également connu sous le nom d'ypérite — tiré de la ville flamande d'Ypres —, qui fut l'arme tristement célèbre de la Première Guerre mondiale, cause des brûlures et des cloques sur la peau. Lorsqu'il est inhalé, il endommage gravement les voies respiratoires.

Des dérivés d'insecticides dits organophosphorés peuvent également servir de gaz neurotoxiques. Parmi eux figure le sarin qui fut utilisé par la secte d'Aum Shinriko dans le métro de Tokyo. Saddam Hussein a pour sa part usé de tabun lorsqu'il était en guerre contre l'Irak.

Quant au ricin, que les enquêteurs ont récemment découvert à Londres, il provient d'une plante dont les graines toxiques fournissent une huile dont la toxicité est toutefois 1000 fois inférieure à celle de la toxine botulinique.

Pour en savoir plus

■ *L'Arme biologique*, par Henri Hubert Mollaret, chez Plon, et *L'Ennemi invisible, le bioterrorisme*, par Pierre Kohler, aux Éditions Balland.

REUTERS